

Eugène Varga

Deux interventions de Varga
au X^e plenum du CEIC
et leur accueil

juillet 1929

Etant donné l'accueil des deux interventions de Varga à ce plenum du Comité Exécutif de l'Internationale Communiste, nous avons reproduit les critiques explicites de ses positions qui s'accumulent au long des séances du CEIC, dès le rapport de Kuusinen, jusqu'à son discours de conclusion (treize extraits des débats).

Sources : *La Correspondance Internationale*, 1929, n°71, 75, 78, 83, 85, 87, 88, 91, 92 et 94

I. ¹

PREMIERE SEANCE

3 juillet (matin)

Rapport de KUUSINEN [extraits]

...

L'abaissement du niveau de vie du prolétariat

A la compensation de l'intensification du travail par une augmentation des salaires, se rattache aussi la question suivante. Il est dit dans le projet de thèse que la rationalisation capitaliste comprime le niveau de vie de la classe ouvrière. Le camarade Varga qui, dans sa brochure, éditée pour le VI^e Congrès mondial, *L'Economie de la période de déclin du capitalisme après la stabilisation*, a très justement souligné le facteur « intensification de travail » dans la rationalisation capitaliste et l'a en outre distingué de l'accroissement de la productivité, a ensuite élevé des objections contre notre affirmation au sujet de la baisse du niveau de vie de la classe ouvrière, consécutive à la rationalisation capitaliste. Eh bien, je pense qu'ici nous pouvons dire que la rationalisation capitaliste cause une *aggravation absolue de la situation de la classe ouvrière* [Des voix: Très bien !], mais je pense aussi que ce qui est dit dans notre projet de résolution est juste. On peut parler d'aggravation absolue de la situation du prolétariat même en cas d'augmentation du salaire réel, dans le sens employé par Marx dans la première partie du *Capital*, où il dit que : « à mesure que s'opère l'accumulation du capital, la situation de l'ouvrier qu'il gagne peu ou beaucoup, ne peut qu'empirer. »² C'était le point de vue de Marx. Mais on ne peut défendre l'affirmation de notre projet de thèse que si l'on en comprend bien la formulation. Par contre, la proposition de Varga sur ce point n'est pas acceptable. Il voudrait remplacer notre formule par les mots : la rationalisation capitaliste « réduit leur part (la part des ouvriers) au produit ». Sans doute, la rationalisation capitaliste réduit la part des ouvriers au produit, mais le développement capitaliste l'a *toujours* fait. Ce n'est pas de cela qu'il s'agit, mais de quelque chose de plus.

1° Le niveau de vie de la classe ouvrière comprend aussi le niveau de vie des *chômeurs*, Varga lui-même a insisté avec raison sur l'importance exceptionnelle du chômage massif aux Etats-Unis et dans d'autres pays. A-t-il oublié cet important phénomène ?

2° Je demande à Varga : la baisse du salaire de l'ouvrier *au-dessous de la valeur de la force de travail*, est-ce une baisse du niveau de vie des ouvriers ? Je pense que oui. C'est ainsi que nous avons compris et écrit la chose. C'est précisément cette baisse du salaire de l'ouvrier au-dessous de la valeur de la force du travail qui se produit indubitablement, en règle générale, par la rationalisation capitaliste. Varga considère le niveau de vie et le « salaire réel » au sens le plus général du terme comme identiques. Et c'est tout ! Supposons qu'il en soit ainsi : le « salaire réel » des ouvriers augmente au lieu de diminuer grâce à la rationalisation capitaliste ; il n'en est à coup sûr pas ainsi, mais même si cela était, est-ce une preuve qu'en réalité le salaire ne tombe pas... [Une voix : ...continue à tomber !] au-dessous de la valeur de la force de travail ? Selon Marx, l'augmentation du salaire équivaut en fait à

¹ *La Correspondance Internationale*, n°71, 17 août 1929, p. 963-964

² *Le Capital*, édition A. Costes, t. IV, p. 116.

une baisse du salaire et de la valeur de la force de travail « lorsque l'augmentation du prix de la force de travail ne compense pas son usure ». Il ne faut pas oublier non plus que, selon Marx, la valeur journalière de la force de travail est « établie d'après sa durée moyenne normale ou la durée normale de la vie de l'ouvrier et d'après la transformation de substance vitale en force dynamique, conformément à la nature humaine. »³.

Eh bien, il en est tenu compte dans notre résolution. En est-il tenu compte dans la pratique capitaliste ? Non. Précisément, le capital monopoliste n'impose pas seulement des prix de monopole pour les marchandises, mais aussi des prix de monopole pour le travail, en sens opposé : il fait baisser le prix de la force de travail au-dessous de sa valeur. La rationalisation capitaliste, par l'intensification inouïe du travail, permet au capitalisme de s'approprier ainsi un surprofit.

Varga annonce que le « salaire réel » a une tendance permanente à la hausse en Amérique, mais l'importance de cette hausse ne le touche pas, bien qu'il eût pu apprendre par là que le niveau de vie des ouvriers *ne s'est pas élevé* en réalité. Dans la brochure que nous avons mentionnée, il fait en outre la déclaration suivante, très surprenante :

« La dépense d'énergie imposée par le système de la chaîne n'est possible qu'avec une meilleure nourriture et un temps de travail relativement plus court, autrement l'ouvrier s'affaïsse sur le lieu de travail. De même que si l'on veut obtenir un dur travail de son bétail, il faut le nourrir mieux, de même, le capital est obligé de donner plus de nourriture et plus de temps de repos aux automates humains qui travaillent avec une intensité inconnue jusqu'à présent. »

Cela sonne assez bien, surtout quand Varga, dans une note au bas de la page, s'en réfère à Marx ! Cependant, c'est faux, ou du moins ce n'est, qu'à moitié vrai. Le *bétail*, en règle générale, est, il est vrai, mieux nourri pour un dur travail. La malchance de l'ouvrier, c'est que précisément, sous le capitalisme, il est dans une situation moins favorable que le bétail ; son fourrage n'est pas augmenté proportionnellement à l'effort qu'il fournit. Quant au passage de Marx que cite Varga, il ne peut guère corroborer son affirmation sur la nécessité d'augmenter le salaire, car cette citation ne dit rien en général du salaire. En outre, ce passage est le seul de Marx (à ce que je sache) qui, à mon avis, à la lumière de la rationalisation capitaliste, a besoin — je ne dirais pas d'une révision, mais d'une certaine mise au point (Je ne suis d'ailleurs pas certain qu'un professeur rouge soit incapable de trouver un passage de Marx prouvant qu'il a prévu les effets du système à la chaîne).

L'intensification du travail et la croissance du chômage massif

Marx dit, dans ce passage :

« On comprend cependant que, dans un processus où il ne s'agit pas de poussées passagères, mais d'une uniformité régulière se renouvelant tous les jours, il doit arriver un moment où l'extension de la journée de travail et l'intensification du travail s'excluent réciproquement. A ce moment, la prolongation de la journée de travail ne peut se réaliser que par la diminution de l'intensité du travail, et inversement l'accroissement de l'intensité entraîne forcément une diminution de la journée de travail. »

³ *Le Capital*, [A. Costes], t. III, p.221.

Ceci est encore juste aujourd'hui dans son essence. Le point critique où l'intensité du travail et la prolongation de la journée de travail entrent en conflit ou s'excluent réciproquement peut toujours être atteint, mais la rationalisation capitaliste l'a reculé beaucoup plus loin. La chaîne fixe le degré d'intensité du travail ; une fois fixé, le rythme du travail ne dépend plus de la capacité individuelle plus ou moins grande de l'ouvrier : ou bien il peut suivre ou bien il ne le peut pas. S'il le peut, il doit travailler exactement au rythme fixé ; s'il ne le peut pas, il est mis à la porte, il n'est plus un ouvrier pour l'usine en question, il n'est qu'un cadavre d'ouvrier remplacé par un nouvel ouvrier. Tel est le sens de la rationalisation capitaliste : le rouleau compresseur du capital est capable d'écraser les générations ouvrières beaucoup plus rapidement qu'auparavant.

Cette analyse marxiste des nouveaux phénomènes est en parfaite concordance avec les tendances générales du capitalisme, révélées par Marx. « L'intensité de travail détruisant elle-même la force de travail », dont il a parlé, est devenue, grâce à la « rationalisation » capitaliste, la pratique courante. Varga lui-même cite dans sa brochure un passage très caractéristique du professeur During :

« Le rendement (au moment où commence la fatigue) reste sans changement : l'état de fatigue ne vient nullement à la conscience de l'ouvrier »... (Cela me paraît tout à fait exagéré.) ...« Ce n'est pas à démontrer, même objectivement, car le rendement reste sans changement... L'accroissement progressif de la difficulté du travail n'est même pas senti par l'ouvrier parce qu'il s'accomplit peu à peu... Que vienne un léger malaise et son état devient d'un coup évident, à moins que l'ouvrier s'aperçoive avec le temps que "ça ne va plus"... Cette impossibilité de reconnaître l'apparition progressive de restes non éliminés de fatigue, est un des faits les plus tristes auxquels se heurte toute limitation scientifique (?) de l'intensité de travail admissible. »

Eh bien, si même les savants du capitalisme ont de la peine à limiter l'« intensité du travail », les capitalistes eux-mêmes ont encore moins de raisons de le faire. Autrefois, l'intérêt même de l'employeur était de ne pas accroître au delà d'un certain point l'intensité du travail par rapport au temps de travail. Maintenant, grâce à la « rationalisation », il a de nouvelles possibilités de pousser l'ouvrier à la mort. C'est le sang même de l'ouvrier qui est directement transformé en bénéfices.

De là aussi le *chômage massif* inouï. Il en va ici comme Marx l'a prévu :

« La condamnation d'une partie de la classe ouvrière au chômage forcé par le surtravail de l'autre partie et vice-versa devient le moyen d'enrichissement des capitalistes. »

A cet égard, Marx ajoute pour l'Angleterre :

« Que demain, d'une façon générale, le travail soit limité à une *mesure rationnelle* et soit gradué selon l'âge et le sexe pour les différentes couches de la classe ouvrière, toute la population travaillante existante serait absolument insuffisante pour continuer la production nationale à son niveau actuel. »

On voit dans quel sens Marx comprend une rationalisation véritable. Mais, dans ce sens, la rationalisation n'est possible que dans l'Union soviétique, grâce à la dictature du prolétariat.

Ceci est pour nous très important. Notre lutte pour *l'augmentation des salaires* et en particulier pour la *réduction de la journée de travail* a ainsi acquis, comme nous le voyons, une importance beaucoup plus grande après la rationalisation capitaliste. Nous voyons combien notre vieux mot d'ordre des huit heures est devenu désuet. Nous constatons aussi

l'actualité et l'importance de la tâche qui consiste à expliquer exactement et concrètement aux masses ouvrières la profonde aggravation de leur sort amenée par la rationalisation capitaliste.

Varga a le mérite d'avoir relevé non seulement l'importance, mais aussi le caractère nouveau du chômage massif actuel aux Etats-Unis, en Angleterre et en Allemagne. En tout cas, c'est une loi générale de l'accumulation capitaliste, que plus progressent la concentration et la centralisation du capital et plus augmente l'armée industrielle de réserve. Mais on ne peut expliquer par là seulement l'ampleur actuelle du chômage massif. Je ne suis pas d'accord avec la tentative de Varga de définir une loi ou une tendance générale à la diminution absolue du nombre d'ouvriers. Mais il a parfaitement raison d'établir un rapport causal entre la croissance énorme et le caractère chronique du chômage massif dans le monde capitaliste durant les cinq dernières années d'une part, et la rationalisation capitaliste et l'étroitesse relative du marché du pays capitaliste en question d'autre part. L'armée de réserve des chômeurs doit être actuellement importante pour les capitalismes américain, anglais et allemand ; mais le fait qu'elle soit aussi énorme dépasse déjà la limite de ce qui est nécessaire pour le profit du capitalisme de ces pays. Il est bon pour les capitalistes âpres au gain, d'avoir une masse de chômeurs qui leur sert de moyen de pression sur les salaires, mais une masse inouïe de chômeurs qui, d'année en année, ne crée aucune plus-value, cela n'est pas dans l'ordre. C'est là un symptôme important de la crise du capitalisme.

[...]

La loi de l'écroulement du capitalisme

Pourquoi parler de ces apologistes du capitalisme ? [Kuusinen a cité Sombart, Herkmer et Kautsky] Parce que c'est précisément dans la période actuelle qu'il importe de tracer dans notre propagande un tableau clair de l'aggravation des contradictions du capitalisme. C'est là le point où nous devons concentrer toute l'acuité de notre critique. Sans doute, il ne s'agit pas seulement de critiquer Sombart, Kautsky, Hilferding et consorts. Notre autocritique doit, sur ce point, être particulièrement vigilante pour que nous ne nous laissions pas entraîner à une tendance qui nous conduirait à la perspective d'un « dépérissement » progressif du capitalisme. Nous en avons un exemple et un avertissement dans la faute d'une grande révolutionnaire comme la camarade Rosa Luxembourg qui, par désir de construire une loi purement économique de la débâcle du capitalisme, a glissé sur une mauvaise pente. Je ne sais pas si je me trompe, mais il me semble que la théorie du camarade Varga sur la « tendance à la diminution du nombre des ouvriers », (qu'il relie au processus de transformation définitive des paysans en fermiers et avec celui de l'industrialisation des colonies), contient le germe d'une nouvelle théorie du dépérissement progressif du capitalisme. Le désir de donner une preuve économique aussi plausible, simple, concise et condensée que possible de l'écroulement inévitable du capitalisme est l'expression d'un besoin tout naturel. Pour satisfaire ce besoin de notre propagande, je conseille aux camarades, d'abord, d'étudier encore plus exactement notre programme et, ensuite, d'étudier davantage Marx. Pourquoi des nouvelles lois sur la débâcle du capitalisme, puisque Marx a brillamment formulé cette loi, d'une façon claire et convaincante. Je vous demande seulement un peu de patience pour vous remettre en mémoire la loi de Marx.

Dans la préface à la *Critique de l'économie politique*, Marx établit cette loi générale qui se rapporte aussi bien au mode de production capitaliste qu'aux modes antérieurs :

« A une certaine phase de leur développement, les forces productrices matérielles de la société entrent en contradiction avec les rapports de production existants ou bien, ce qui n'est que l'expression juridique, avec les rapports de propriété dans lesquels elles se mouvaient jusqu'alors. Ces rapports, de formes de développement des forces productrices qu'ils étaient, en deviennent les entraves. C'est une époque de révolution sociale qui s'ouvre. »

Le fameux passage de la fin du premier tome du *Capital* se rapporte spécialement à la débâcle du capitalisme :

« Le monopole du capital devient une entrave au mode de production qui s'est développé avec lui et par lui. La centralisation des moyens de production et la socialisation du travail arrivent à un point où elles ne s'accroissent plus de leur enveloppe capitaliste et la font éclater. La dernière heure de la propriété privée capitaliste a sonné. Les expropriateurs sont expropriés à leur tour. » (*Le Capital*, tome IV page 274.)

Vous direz : Que nous importe cette constatation de Marx vieille de plus de 60 ans ? Elle nous importe beaucoup ! Car elle est restée extrêmement actuelle. Elle s'applique exactement à la période d'aujourd'hui. C'est précisément maintenant qu'est venu le moment prévu par Marx. Le monopole capitaliste *est devenu* « l'entrave au mode de production qui a prospéré avec lui et par lui ». La centralisation des moyens de production et la socialisation du travail *ont atteint le point* « où elles ne s'accroissent plus de leur enveloppe capitaliste ». Le développement des forces sociales de production est déjà en contradiction avec les rapports de propriété capitalistes.

Les falsificateurs professionnels du marxisme tels que Kautsky et Cunow, ont à cet endroit aussi falsifié quelque peu la dialectique de Marx. Ils ont interprété ce passage comme si Marx avait affirmé que la fin du capitalisme ne viendra que lorsqu'il n'y aura plus absolument aucun développement possible des forces productrices. Cunow en tire la conclusion : « *Le capitalisme vivra encore longtemps.* » Puis Kautsky, qui veut paraître plus malin et même plus « socialiste » que Marx, affirme : « *Marx s'est trompé : La fin (du capitalisme) arrivera encore avant.* » (C'est-à-dire pendant le capitalisme). Mais Marx lui-même n'avait nullement en vue une stagnation absolue du développement des forces productrices.

Marx, dans sa loi, ne considère ni les forces productrices sociales, ni les rapports de propriété capitalistes comme des grandeurs statiques, mais les uns et les autres dans leur développement historique déterminé et inévitable. Le développement des rapports de propriété capitaliste, selon Marx, va dans le sens du monopole, dans le sens d'une centralisation, toujours plus grande du capital. Cette centralisation signifie l'« expropriation du grand nombre des capitalistes par quelques-uns ». Elle conduit à une diminution constante du « nombre des magnats du capital » (non pas des ouvriers, camarade Varga, et pas même forcément de tous les capitalistes), mais des « magnats du capital », « qui ont usurpé et monopolisé tous les avantages de ce processus de transformation (la socialisation du travail, le développement technique de la production, etc...) ». Cela convient parfaitement à l'époque actuelle du capital financier. Marx ne veut nullement dire par là que le monopole capitaliste se développe de façon à éliminer complètement la concurrence capitaliste. Non, il dit qu'actuellement : « le monopole capitaliste devient (il est déjà devenu maintenant. K.) l'entrave du mode de production qui a prospéré avec lui et par lui ».

II.⁴

CINQUIÈME SÉANCE

5 Juillet (matin)

Intervention de VARGA [*in extenso*] :

Le principal défaut des thèses et aussi du rapport de Kuusinen, en ce qui concerne l'analyse de la situation et en particulier de l'économie internationale, est leur caractère général. Ni dans le rapport de Kuusinen, ni dans les thèses, les éléments concrets de la situation d'aujourd'hui ne sont suffisamment pris en considération.

Le point cardinal de la dernière année est incontestablement l'essor du mouvement ouvrier.

Le premier point que nous devons constater et fixer dans les thèses, est que *l'essor du mouvement ouvrier s'effectue dans une conjoncture ascendante de l'économie mondiale*. Si nous prenons comme point de départ les indices de la production, l'année 1928 témoigne d'une forte montée de la conjoncture économique mondiale. Nous avons dans les travaux de la Société des Nations⁵ un index de la production mondiale des denrées alimentaires et des matières premières. (La statistique des produits finis se heurte à la diversité de leurs qualités ; mais nous pouvons admettre que la production des produits finis va de pair avec celle des matières premières). Cet index indique l'évolution suivante :

1923	106-107
1924	108-110
1925	116-119
1926	117-120
1927	121-124
1928	125 (chiffre provisoire)

Nous voyons donc une ascension constante, ininterrompue, du volume de la production. En général, nous pouvons considérer la consommation comme égale à la production : sauf pour certaines marchandises, il n'y a pas de formation de stocks ; dans l'ensemble, la production et la consommation vont de pair.

Je voudrais faire ici une petite digression. Il sera sans doute intéressant pour nos camarades de savoir que le niveau de la production, dans l'Union soviétique, en 1926, d'après les chiffres mêmes de la Société des Nations, est déjà plus élevé, comparé à 1923, que ceux des pays capitalistes ! Il est incontestable que, dans les dernières années, en 1928 et 1929, le développement économique de l'Union soviétique a dépassé non seulement celui du monde capitaliste en général, mais celui du pays capitaliste dirigeant, les Etats-Unis.

J'ai ici un grand et nouveau travail sur le développement de l'économie capitaliste durant les 7 dernières années⁶. Il a été rédigé par une commission de 15 membres, qui comprenait toutes les notabilités du capitalisme américain. Le président en était Hoover, parmi les

⁴ *La Correspondance Internationale*, n°75, 22 août 1929, p. 1005-1009

⁵ *Memorandum on Production and Trade*, 1913 and 1923-27,

⁶ *Recent Economic Changes in the United States*. Report of the Committee on Recent Economic Changes of the Presidents Conference on Unemployment. Herbert Hoover, Chairman.

membres se trouvaient : O. D. Young, président de la commission des Experts pour les réparations ; Roccole, le chef de la General Motors Company et, naturellement, Green, le leader de l'American Fédération of Labor. Cette commission donne les chiffres suivants pour l'ascension de la production durant les six dernières années, de 1922 à 1927 :

Progression annuelle

Transports	4 %
Industries de base	2 ½ %
Industries de transformation	4 %
Production agricole en particulier	1 %

Il est clair que la rapidité du développement de l'Union soviétique dépasse de beaucoup celle-ci ! Et ce n'est pas un phénomène momentané, mais quelque chose qui continuera en s'accéléralant durant les prochaines années Pourquoi ? Parce qu'il y a une différence essentielle entre le capitalisme et l'économie actuelle de l'Union soviétique.

Cette différence essentielle peut être ainsi définie : *Sous le capitalisme, la production est limitée par la capacité de consommation de la société, alors que les rapports de répartition sont antagonistes ; dans l'Union soviétique, c'est la consommation qui est limitée par la capacité de production.*

Sous le capitalisme, le capitaliste, par suite de la concurrence (qui ne cesse nullement sous le capitalisme monopoliste, comme Lénine le soulignait formellement dans son *Impérialisme*), est obligé d'élargir sans cesse son appareil de production et, en même temps, de réduire la part des ouvriers au produit-valeur. Il en résulte une disproportion entre capacité de production et capacité de consommation dans la société capitaliste. Elle ne se manifestait au début que dans des crises périodiques. Aujourd'hui, dans la période de déclin du capitalisme, cette disproportion est un phénomène presque chronique. Le marché devient trop étroit pour les possibilités, pour la capacité de production.

Dans l'Union soviétique, ce problème ne se pose pas. Pourquoi ? Parce que nous avons atteint un degré de production tel que s'il y avait un superflu de moyens de consommation, on pourrait immédiatement élargir le marché en augmentant les salaires, élargir la capacité de consommation d'une façon correspondante aux possibilités accrues de production. Il n'y aurait à cela nulle difficulté ! Chez nous, nous consommons, aujourd'hui, encore moins que nous ne l'aurions voulu, parce que nous n'avons pas encore un appareil de production assez développé pour satisfaire aux besoins dans une plus grande mesure. Je pense que cette différence est particulièrement importante pour la propagande parmi les ouvriers. Nous devons signaler que les difficultés qu'éprouve aujourd'hui l'Union soviétique, ne viennent pas de l'économie de l'Etat socialiste, comme l'affirment les calomnieux social-démocrates, mais de l'agriculture, où l'économie privée est encore très forte. S'il y a des difficultés, ce n'est pas parce qu'il y a une économie socialiste, mais parce qu'il y a encore trop peu de socialisme dans l'agriculture !

Je reviens maintenant à la conjoncture de 1929. Nous pouvons constater dans l'ensemble une ascension de la conjoncture. Dans le pays dirigeant du capitalisme, les Etats-Unis, nous avons des derniers mois une conjoncture archi-élevée. Le dernier rapport mensuel de la *National City Bank* pour mai, commence par ces mots :

« Le mois d'avril a été un second mois de record pour les affaires. La production de l'industrie dans les plus importantes branches a été bien près de la capacité de production ! »

Quelques semaines plus tard, le trust de l'acier annonçait que sa production a dépassé la capacité théorique ! C'est un cas qui ne s'est pas encore produit depuis la guerre ! Il n'y a pas de doute que le Canada a aussi une excellente conjoncture et que quelques pays de l'Amérique du Sud traversent une période de grande prospérité. En Europe, il y a en France, en Belgique, en Suède, une conjoncture incontestablement bonne *et qui continue à monter*. Mais ce qui est le plus important, c'est que même en Angleterre, pays de la crise économique chronique, il y a une amélioration irréfutable de la conjoncture.

La production charbonnière des cinq premiers mois est de 10 % plus élevée que l'année dernière. La production du fer et de l'acier a été, en mai, de 10 à 12 % plus grande qu'en 1928. La consommation de l'électricité et l'industrie électrique donnent le même tableau. Même le commerce extérieur, l'exportation, qui était dans un marasme chronique après la guerre, s'est fortement relevé dans la dernière année. Durant les 5 premiers mois, l'exportation était de 14 millions de livres plus considérable que l'année dernière. En mai 1929, le dernier mois pour lequel nous ayons des chiffres, l'exportation était de 15 % plus élevée qu'en mai 1928.

En Allemagne, il y a aussi des signes indéniables d'amélioration de la conjoncture. La situation économique de l'Allemagne durant les derniers mois s'est très compliquée et a été gênée par les répercussions des négociations sur les réparations et par la grande crise monétaire et de crédit qui règne depuis avril. Cependant, la production du charbon, du fer et de l'acier est bien plus élevée que l'année dernière et continue à être ascendante.

Font exception quelques petits pays : la Pologne, la Roumanie, quelques pays balkaniques, où, aujourd'hui encore, persiste une dure crise économique. En général, la situation économique s'est améliorée et l'essor du mouvement ouvrier a pour base une situation économique ascensionnelle dans son ensemble.

Mais si nous considérons de plus près *dans quel pays et dans quelles branches de l'industrie le mouvement ouvrier a été le plus fort, nous découvrons que c'est dans les branches et les pays où la conjoncture a été pire*.

Dans quels pays ? C'est en Allemagne et en Pologne que nous avons eu les plus grandes batailles. Dans quelles industries ? C'est dans le textile : en Pologne, dans l'Inde, maintenant dans la Haute-Silésie, et prochainement, sans doute, en Angleterre. De sorte que, la bonne conjoncture actuelle en Amérique et la conjoncture améliorée de l'Europe étant, comme toute conjoncture, un phénomène transitoire, nous pouvons prédire avec sûreté que la fin de l'année 1929 et l'année 1930 amèneront un nouvel essor du mouvement ouvrier dans les pays capitalistes.

Evidemment, cette bonne conjoncture, cette augmentation du volume de la production à l'échelle mondiale ne signifient nullement la fin de la crise générale du capitalisme. *Cette crise générale se fait aujourd'hui sentir le plus vivement par le fait que l'appareil de production et la classe ouvrière se sont scindés, le fait qu'à côté d'une grande partie de l'appareil de production en chômage, malgré la bonne conjoncture, il y a de grandes masses d'ouvriers constamment sans travail*.

J'ai recueilli quelques chiffres sur le degré d'utilisation de la capacité de production en Allemagne au début de 1929 : textile, 71 % ; industrie chimique, 61 % ; chaussure, 60 % ; lin, 40 %. En Amérique, l'industrie automobile a une capacité théorique annuelle de 10 millions

de pièces ; la production effective n'atteint peut-être pas la moitié. La capacité de production de l'industrie de la chaussure aux Etats-Unis est de 730 millions de paires par an ; la production réelle est de 330 millions. Vous voyez donc quel abîme il y a entre la capacité et la production réelle, même dans la bonne conjoncture de 1928-29. Cette formation de « ciseaux » entre la capacité de production et la production réelle continue. La rationalisation accroît sans cesse l'appareil de production : Kuusinen a raison de dire que toute rationalisation ne signifie pas un nouvel accroissement de l'appareil de production. Mais, dans la plupart des cas, le renouvellement de l'appareil de production, son élargissement, sont un élément de la rationalisation et nous voyons d'année en année l'appareil de production s'agrandir dans tous les pays, capitalistes, même dans les industries où il y a crise chronique.

Au sein de cette contradiction essentielle du capitalisme d'aujourd'hui, il y a des crises partielles chroniques à retour périodique. 1. *La crise du charbon* : d'après le mémorandum de la Société des Nations sur la situation dans l'industrie houillère⁷, la production de la houille en 1929 n'était, dans le monde entier, que de 4 % supérieure à celle de 1913, bien que le volume de production des denrées alimentaires ait augmenté de 28 %. Les progrès de la technique du chauffage ont donc conduit à une réduction relative très considérable de la consommation et, par suite, à une crise chronique. 2. *La surproduction du pétrole*. Toutes les tentatives faites en Amérique pour restreindre la production pétrolifère n'ont donné aucun résultat jusqu'à présent. On a aujourd'hui 250 millions de barils de pétrole en stock, les trois quarts de la production de l'année ! 3. *Les crises chroniques de l'industrie du coton*. Je tiens à faire remarquer que malgré la crise chronique, entre le milieu de 1927 et le début de 1929, donc en un an et demi, le nombre des broches a augmenté dans cette industrie de un million ! Les vieux pays du textile, les Etats-Unis et l'Angleterre, ont diminué le nombre de leurs broches de presque 3 millions, mais les pays où l'industrie du textile est neuve ont augmenté ce nombre de 3 millions et demi, malgré 8 ans de crise⁸.

De ces crises partielles chroniques, je passe aux phénomènes critiques aigus, *aux nouveaux phénomènes de crise qui annoncent l'approche d'une crise générale*. Je pense que nous devons les fixer dans les thèses.

1. *La nouvelle crise agraire* : La crise agraire, latente depuis des années, est redevenue aiguë. Fin mai, le prix du blé à Chicago est retombé au prix d'avant-guerre (pour se relever quelque peu depuis). La chute du prix du blé a provoqué aux Etats-Unis une formidable effervescence parmi les farmers qui jettent le cri d'alarme. Nous savons que les bas prix des céréales et, en général, la situation déprimée des farmers américains est une des causes des formidables bénéfices des monopoles américains. C'est pourquoi, malgré les nombreuses promesses et les débats sans fin, on n'a pas réussi à instituer aux Etats-Unis une loi aidant réellement les farmers. Les mesures exigées par ceux-ci, c'est-à-dire, en substance, l'imitation du système des licences d'importation tel qu'il existe en Allemagne, ont été énergiquement repoussées par Hoover, au nom des grands monopoles. Les porte-parole du capital financier donnent toujours le même conseil aux farmers : Produisez moins ! Contre la crise agraire, on tente maintenant deux remèdes aux Etats-Unis : on crée, avec l'argent de l'Etat, un fonds spécial important de 500 millions de dollars pour le développement des coopératives et la stabilisation des prix, autrement dit, le capital financier veut bien secourir les farmers, mais

⁷ *Mémorandum on the Coal Trade.*

⁸ *Memorandum on Production and Trade, 1913 and 1923-27.*

aux dépens du capital commercial — ou tout au moins donner cette impression. D'autre part, fait plus intéressant, on veut, avec l'excédent du blé aux Etats-Unis, conclure une belle affaire en Chine. On sait que 30 millions d'hommes souffrent de la famine et que plusieurs millions sont morts de faim en Chine. Hoover a cru devoir envoyer trois experts en Chine, avec mission d'étudier comment on pourrait vendre en Chine l'excédent de blé américain ou l'employer pour le secours aux affamés ! Ce qui est caractéristique de l'hypocrisie qui règne aux Etats-Unis, c'est que Hoover a désigné ces trois messieurs non pas en tant que président des Etats-Unis, mais en tant que président de la Croix-Rouge. Ils sont partis à la fin de mai en Chine et on compte qu'ils feront leur rapport dans trois semaines. C'est-à-dire qu'on veut refaire ce qu'on a tenté il y a quelques années avec l'A.R.A. en Russie soviétique, mais avec l'espoir d'un tout autre succès politique. Les Américains viendront au peuple chinois en bienfaiteurs, pour secourir le peuple affamé et, en même temps, ils se débarrasseront de leur excédent de blé, sans compter qu'ils feront de bonnes affaires et participeront plus que jamais à l'exploitation du peuple chinois.

Cette nouvelle crise agraire, qui ne peut se borner au blé, mais s'étendra sûrement aux autres céréales et, au bout d'un certain temps, entraînera automatiquement une surproduction de bétail, doit être, à mon avis, fixée dans les thèses.

2. Le second phénomène de la dernière année est la formidable *crise internationale de crédit*. On sait qu'en Amérique, à la Bourse, l'intérêt du capital d'emprunt est monté jusqu'à 20 % ; que les banques d'émission en Europe ont été obligées d'élever le taux légal ; qu'entre les banques d'émission se poursuit une lutte opiniâtre et violente pour l'or ; que, dans des pays tels que l'Allemagne et la Pologne, des firmes de premier ordre sont obligées de payer 10 à 15 % d'intérêts pour leurs emprunts. La crise de crédit a son point de départ aux Etats-Unis, où la bonne conjoncture et les spéculations de Bourse exigent des sommes formidables. Il s'avère aussi combien le marché américain de l'argent règne déjà sur l'Europe. Cette grande crise de crédit est un facteur qui signale l'approche de nouvelle crise de l'économie. Nous devons les fixer dans les thèses.

Le troisième facteur de la crise, c'est la spéculation boursière aux Etats-Unis, éclipsant toutes les spéculations du passé. Elle existe aussi dans les autres pays, et amènera incontestablement un krach dans un avenir qu'on ne peut préciser.

Nous avons ensuite, surtout en Amérique, l'approche d'une crise dans l'automobile. Non seulement la capacité de production, mais la production même, se sont tellement accrues que la consommation ne peut suivre. En un mot, *nous avons une foule d'indices concrets montrant que la bonne conjoncture actuelle des Etats-Unis, prendra fin avant l'entrée de l'Europe, et en particulier de la partie la plus pauvre de l'Europe, dans la bonne conjoncture*. Après cet essor de la conjoncture viendra certainement une aggravation inouïe des luttes de classes. D'après moi, il est probable que l'Angleterre sera la première à subir le choc.

La bourgeoisie anglaise a commencé une rationalisation de grande envergure, ce qui est inévitablement lié à une offensive anti ouvrière, en particulier contre les privilèges syndicaux traditionnels dans les fabriques (certains travaux ne devant être faits que par les membres d'un certain syndicat) qui font obstacle à une nouvelle division rationnelle du travail. Le fait que le Labour Party est au gouvernement ne peut qu'accentuer ces luttes : la bourgeoisie exigera de lui le soutien de sa rationalisation, les ouvriers exigeront de lui des améliorations de leurs

salaires et de leurs Conditions de travail. Ceci doit intensifier la lutte si notre parti sait manœuvrer.

Je passe à la seconde partie de mon discours, à la question du niveau de vie. J'ai proposé au Présidium de supprimer des thèses le point où il est dit qu'il y a une baisse du niveau de vie des ouvriers. J'insiste sur ma proposition et je voudrais que les camarades y réfléchissent.

Je voudrais avant tout déclarer : *lorsque je dis que le niveau de vie des ouvriers n'a pas baissé dans la dernière année, cela ne signifie pas que la situation de la classe ouvrière n'a pas empiré*. Il faut distinguer la situation de la classe ouvrière et son niveau de vie. La situation de la classe ouvrière s'est certainement aggravée ; l'exploitation s'est accrue. On peut le démontrer numériquement. Dans un livre américain sur les récentes modifications dans l'économie des Etats-Unis⁹, qui n'est certainement pas pessimiste, nous trouvons les chiffres suivants :

La part des ouvriers — donc le salaire — à la plus-value acquise par la matière première¹⁰ dans l'industrie au cours de son traitement a varié de la façon suivante :

1922	44,8 %
1923	42,7 %
1925	40,1 %
1927	39,3 %

Vous voyez que c'est un développement unilatéral. J'ai moi-même tenté une fois de déterminer approximativement le taux de plus-value dans l'industrie américaine selon la formule de Marx¹¹. J'ai obtenu le même tableau. Il était avant la guerre de 121 % et a depuis évolué ainsi :

1921	105 %
1923	117 %
1925	128 %
1927	130 %

Il doit être aujourd'hui d'environ 135 %. L'exploitation s'est donc intensifiée. Il faut ajouter que le taux réel de l'exploitation est encore plus élevé, car la part du profit échue au capital marchand — qui n'est qu'une partie dérivée de la plus-value du capital industriel — n'est pas prise en considération.

Le travail est devenu plus intensif, plus dur, plus ennuyeux, plus mortel pour l'esprit. *L'ouvrier doit aujourd'hui dépenser en une heure plus de force de travail qu'il y a quelques années*. La situation politique de la classe ouvrière s'est aggravée. Tout cela est incontestable. Mais lorsqu'on parle du niveau de vie dans son sens étroit, comme il est admis par la statistique du monde entier, c'est-à-dire ce qu'un ouvrier, travaillant normalement pendant 48 heures, peut achever avec son salaire, il n'y a pas de réduction en ce sens-là. L'affirmer serait

⁹ *Recent Econom. Changes in the United States*. Report of the Committes on Recent Economic Changes of the President's Conférence on Unemployment, Herbert Hoover Chairman.

¹⁰ [Il s'agit donc de la « valeur ajoutée », base du calcul de la production, et non de la « survaleur », produit de l'exploitation des travailleurs]

¹¹ C'est-à-dire la formule $\frac{m}{v}$

affirmer une chose inexacte. [*Interruption* : Et les chômeurs ?]. Comment peut-on le prouver ? Je ne peux pas faire défiler ici les chiffres de tous les pays. Je ne prendrai que deux pays : l'Angleterre, pays de la crise chronique, et l'Allemagne, lourdement chargée par les réparations. Nous avons les chiffres suivants : au cours de l'année 1928, le salaire de l'ouvrier anglais (après déduction des maigres augmentations de salaire qui ont eu lieu) a été réduit de 142 000 livres par semaine. Cela fait moins de 1 % du total du salaire. Par contre le coût de la vie a diminué. Du 1^{er} juin 1928 au 1^{er} juin 1929, il est tombé de 4 points, de 164 à 160, c'est-à-dire de 2 1/2 %. Cela fait 1 % de diminution des salaires et 2 1/2 % de diminution du coût de la vie.

D'après la statistique officielle allemande, le salaire hebdomadaire des ouvriers, conformément aux contrats, a augmenté de 5 %, 7 %, 8 % en moyenne selon les groupes¹². Par contre, l'index du coût de la vie, de mai 1928 à mai 1929, a augmenté de 2,9 points, c'est-à-dire de 2 %. Cela signifie qu'il y a eu une augmentation du salaire nominal de 5 à 8 % contre une augmentation de l'index du coût de la vie de 2 % [*Interruption* : C'est incompréhensible !]. Ces chiffres sont-ils falsifiés ? Ce sont des chiffres bourgeois. Ils sont falsifiés, mais comment ? C'est leur base qui est fautive et ils donnent un salaire trop élevé en comparaison d'avant la guerre. Même l'index du coût de la vie est faussé, en ce sens que trop de marchandises bon marché lui servent de base. Mais cette falsification ne peut être opérée qu'au moment de l'établissement de l'index, par contre on ne peut pas, à chaque fois qu'on calcule de nouveau l'index sur une base une fois établie, faire de nouvelles falsifications ; les éléments sont connus et peuvent être contrôlés. Pour une période où les éléments de l'index n'ont pas changé, nous pouvons considérer les chiffres de l'index comme justes. [*Interruption* : Quel rôle jouent en général les salaires dans la classe ouvrière ?] Bien entendu, il est possible que le gain de l'ouvrier soit moindre, bien que le salaire nominal à l'heure soit plus élevé. Evidemment. En outre, il est clair que si nous faisons entrer le chômage comme élément du niveau de vie, celui-ci apparaîtra évidemment pire.

Que devons-nous faire pratiquement ? Bien entendu, nous pouvons dire, avec Kuusinen, que tous ces facteurs entrent en ligne de compte dans l'appréciation du niveau de vie. Nous pouvons dire que nous appelons niveau de vie ce qu'Engels appelle la situation de la classe ouvrière. Nous en avons le droit, personne ne peut nous l'interdire.

La question doit être considérée du point de vue de la propagande et de l'agitation. Si un ouvrier communiste discute avec un ouvrier social-démocrate et lui dit que le niveau de la vie a baissé, l'ouvrier social-démocrate lui répondra : Non, ce n'est pas vrai, vois donc la statistique. [*Rires*]. Le communiste doit alors expliquer au social-démocrate : Oui, sans doute, nous entendons par niveau de vie une chose différente de ce que tu comprends. [*Interruptions*]. Je suis disposé à l'admettre comme Kuusinen l'a formulé et, au lieu de : « baisse du niveau de vie », de dire : « aggravation absolue de la situation de la classe ouvrière ». Je suis d'accord avec cela. Mais je ne veux pas qu'on apporte la confusion dans l'agitation et la propagande par une phrase inexacte.

Je passe à la partie suivante, *au nouveau caractère du chômage* : Voici brièvement les principaux chiffres s'y rapportant : dans la moyenne des sept dernières années d'avant la guerre, c'est-à-dire de 1907 à 1913, dans une période qui comprend la dure crise de 1907-

¹² Voir : *Wirtschaft und Statistik*, 1929.

1908, le chômage a été en Allemagne de 2,4 % ; dans les six dernières années, il a été de 11 %. En Angleterre, il a été respectivement de 4 1/2 % et de 12 %. Nous voyons donc une forte augmentation quantitative du chômage, que nous ne pouvons pas considérer comme transitoire. Quels sont les nouveaux facteurs de ce chômage ? Les voici :

1. Le chômage n'est pas la conséquence d'une production amoindrie, mais, au contraire, parallèlement à lui, se produit un fort accroissement de la production.

2. Il ne disparaît pas au moment de la bonne conjoncture, comme c'était le cas pour l'année [l'armée] de réserve d'avant la guerre. Nous avons aujourd'hui, aux Etats-Unis, une très bonne conjoncture, mais nous n'entendons nullement parler d'un manque de bras.

3. Le chômage est le plus important dans les pays capitaliste les plus développés, c'est-à-dire aux Etats-Unis, en Angleterre et en Allemagne.

4. Une partie de ce chômage est résorbée par le fait que de grandes couches ouvrières quittent la sphère de la production pour aller dans celle de la consommation et de la circulation. Comme exemple, je veux apporter quelques chiffres intéressants. En Angleterre, entre 1923 et 1928, un demi-million d'ouvriers est passé de la sphère de la production à celle de la circulation et de la consommation ; la proportion d'ouvriers occupés par le capital industriel était en 1923 de 77 % et en 1928 de 73 %, c'est-à-dire de 4 % moindre ; la proportion des ouvriers occupés par le capital non-industriel a augmenté de 4 %¹³.

5. Aux Etats-Unis, le nombre des ouvriers occupés par le capital industriel et créant directement la valeur et la plus-value, a même positivement diminué. L'industrie américaine, dans les 40 années d'avant 1919, a absorbé des masses d'ouvriers de la façon suivante. Dans la première décade, 152 000 ouvriers par an ; dans la deuxième 105 000 ouvriers par an; dans la troisième, 190 000 et dans la quatrième, 237 000. Par contre, dans les huit dernières années, 810 000 ouvriers ont été licenciés.

Si vous tenez compte que l'agriculture se mécanise aux Etats-Unis avec une formidable vitesse et que chaque année de nouveaux ouvriers sont renvoyés, vous aurez une idée de la diminution du nombre des ouvriers produisant directement la valeur et la plus-value au cours des dernières années.

Quelles sont les causes de ce phénomène? *C'est que l'extension des débouchés capitalistes n'est pas suffisante pour absorber l'accroissement de la classe ouvrière et les ouvriers renvoyés.* C'est un des faits les plus formidables de la période actuelle de crise du capitalisme. Dans le plus riche pays du monde, aux Etats-Unis, nous voyons que le rendement de l'ouvrier dans l'industrie a augmenté ces dernières années de 40 % et que le nombre des ouvriers occupés a diminué. Quelques camarades, par plaisanterie, ont appelé cette constatation là « loi Varga ». Je dois protester contre cela. Je suis trop modeste pour créer une loi. De plus, huit années ne constituent pas une période assez étendue pour constater une loi. Je n'ai jamais parlé de loi, mais seulement de tendance. D'ailleurs, il serait ridicule d'attacher mon nom à cette constatation, qui est déjà faite depuis plus de trois ans dans une foule de périodiques et

¹³ Les ouvriers de cette catégorie comprennent: le commerce, l'administration locale et gouvernementale, la banque, l'assurance, les hôtels, les restaurants, etc. et les professions libérales.

de livres américains. Je vais vous lire ce qui est dit à ce sujet, dans un ouvrage, déjà cité, des capitalistes américains :

« Il s'est avéré que le chômage peut naître comme un résultat de l'accroissement de la capacité de rendement industriel. L'examen semble montrer que le temps est venu d'accorder une attention constante, non seulement au problème du chômage cyclique, mais aussi au nouveau problème du chômage technologique. Il n'y a pas de doute qu'on est en présence, en Amérique, d'un nouveau genre de chômage ».

Je ne peux pas m'étendre ici sur des considérations théoriques. Je veux cependant dire que l'affirmation de quelques camarades, selon laquelle le développement dans le sens d'une diminution absolue du nombre des ouvriers producteurs est théoriquement impossible, est en contradiction avec la doctrine de Marx. Voici une citation du troisième volume du *Capital*, première partie, page 246 ¹⁴ :

« L'augmentation du nombre absolu des ouvriers, malgré la diminution relative du capital variable, dépensé en salaire, ne s'effectue pas dans toutes les branches de production et pas dans toutes d'une façon égale. Dans l'agriculture, l'élément du travail vivant peut diminuer d'une façon absolue. »

Marx lui-même prévoit un tel développement pour l'agriculture. Il n'y a pas de raison pour qu'un tel développement ne se produise aussi dans l'industrie. Cela peut se produire du fait que la diminution du nombre des ouvriers occupés, en raison de la rationalisation, dépasse d'une façon durable leur augmentation grâce à l'extension du marché. Qu'est-ce que cela signifierait?

Marx continue :

« Un développement des forces productrices diminuant le nombre absolu des ouvriers, c'est-à-dire, en fait, rendant la nation tout entière capable de réaliser toute sa production dans un laps de temps plus court, amènerait la révolution, car un tel développement rejeterait hors de la circulation la majorité de la population. »

Nous sommes dans la période de la révolution et le fait que des parties de la classe ouvrière sont sans cesse rejetées de la circulation, est un élément de révolution. Que signifie le chômage pour la classe ouvrière ? Il signifie que l'existence des ouvriers est constamment en danger ; que les luttes économiques ordinaires des travailleurs sont rendues plus difficiles. Elles sont rendues plus difficiles parce que les ouvriers craignent de perdre leur place. Mais à une phase plus élevée de la révolution, la masse des chômeurs développera certainement une grande force de choc. Nous l'avons vu en Hongrie avant la dictature, lorsque les chômeurs ont été une troupe de choc du parti communiste. Que fait la bourgeoisie ? Elle voit le danger, elle sait, ce qu'elle fait lorsque, en Allemagne et en Angleterre par exemple, elle débourse annuellement un million de marks pour l'assistance aux chômeurs. Je peux vous prédire qu'aux Etats-Unis aussi, tôt ou tard, on se mettra à payer des allocations de chômage. Un idéologue intelligent de la bourgeoisie allemande, Bonn, écrit dans son livre sur la rationalisation :

« De la rationalisation, il faut tirer un excédent pour l'assistance aux chômeurs, car dans une économie nationale moderne on ne peut se contenter d'ignorer tout simplement l'existence de millions de chômeurs. Les masses organisées d'aujourd'hui ne souffriront pas la faim en

¹⁴ Du texte allemand.

silence. Il faut, par des institutions sociales, soit empêcher les catastrophes sociales, soit leur opposer une digue. »

Cet idéologue de la société capitaliste aperçoit les dangers qu'entraîne le chômage pour le capitalisme. Le fait qu'en Angleterre des quêtes pour des chômeurs ont lieu sous le patronage du roi, que toute la campagne électorale s'est déroulée dans la préoccupation du problème du chômage, prouve que la bourgeoisie comprend le danger du chômage.

Le chômage chronique massif fournit la base d'un nouveau type d'ouvriers privilégiés, qui se mettent entièrement à la disposition du capitalisme pour ne pas perdre leur travail, par exemple, le Secours technique en Allemagne, les nombreux mouchards et les membres des Compagnies Unions aux Etats-Unis, le Casque d'Acier et, à mon avis, les fonctionnaires subalternes de la C.G.T. allemande travaillant dans les fabriques et les fonctionnaires syndicaux en général. Si, avant la guerre, c'était un danger d'être délégué syndical dans une usine, c'est aujourd'hui une assurance contre le chômage (si le délégué n'est pas un communiste).

C'est là un élément important de la fascisation de la social-démocratie.

Je dois renoncer, vu le manque de temps, à parler de la question des réparations. Voici brièvement ce que j'aurais voulu dire. Il ne suffit pas de dire, comme dans les thèses : la question des réparations se posera d'une façon encore plus aiguë après la conférence de Paris. Naturellement, elle s'aggravera parallèlement à l'aggravation des contradictions impérialistes, mais voici ce qu'il faut constater. Le plan Young est une tentative pour amener un compromis à un point très dangereux des contradictions impérialistes. D'autre part, il signifie une accélération du passage de l'Allemagne à l'orientation anglo-française et au front antisoviétique; il signifie une nouvelle étape dans toute la manœuvre de camouflage pacifique que l'on opère maintenant. Il faut aussi signaler que les événements du Premier Mai sont en connexion étroite avec la question des réparations ; que le bain de sang a été en grande partie provoqué parce que le capitalisme allemand voulait exercer une pression sur les négociations des réparations à Paris ; il voulait démontrer les mauvaises conditions où l'Allemagne se trouve encore. Ces facteurs sont très fortement mis en relief dans la brochure de Remmele. Je pense que nous devons les introduire dans les thèses.

Pour finir, je veux encore faire quelques remarques critiques sur le rapport de Kuusinen. Il a dit : la surestimation du progrès technique est une déviation de droite. Je ne le comprends pas. Lorsqu'on apprécie un *fait*, on peut se tromper, l'appréciation peut contenir une erreur, une bêtise, ou dénoter une méconnaissance des faits, mais par elle-même l'appréciation trop élevée ou trop amoindrie du progrès technique, n'est pas une déviation de gauche ou de droite. *La déviation de droite commence lorsque quelqu'un surestime les conséquences du progrès technique pour la stabilisation du capitalisme.* C'est là que commence la déviation, lorsque quelqu'un s'imagine que, par le progrès technique, les contradictions du capitalisme peuvent être atténuées, que la stabilisation en sera plus solide. C'est là une déviation de droite.

[*Ulbricht*: Y a-t-il de tels camarades opportunistes?...

Heinz Neumann: Au contraire, il faut voir que les contradictions accompagnent le progrès technique.]

C'est ainsi qu'il faut dire : l'appréciation erronée de l'influence du progrès technique sur les rapports entre le prolétariat et le capital, voilà la déviation de droite, mais le progrès technique, par lui-même, n'y est pour rien.

Kuusinen a opposé l'une à l'autre l'industrie de paix et l'industrie de guerre et, après avoir, avec raison, décrit les limites du développement de la production dans le capitalisme, comme Marx les a déjà excellemment élaborées, il dit : mais dans l'industrie de guerre le progrès est illimité. A quoi je dois répondre : *il n'y a aucune industrie aujourd'hui qui ne soit sans rapport avec l'industrie de guerre; toute industrie a des rapports avec l'industrie de guerre. Et par réciproque, il n'y a pas d'industrie de guerre sans un développement général de l'industrie du pays, il n'y a pas d'industrie de guerre isolée.*

Ceci est très important pour l'industrialisation de l'Union soviétique. Il est clair que l'accélération de l'industrialisation, telle qu'elle est poursuivie depuis des années par le parti communiste de l'Union soviétique, n'a pas seulement sa raison d'être en ce que l'industrie est la base du socialisme, mais aussi en ce que le progrès de l'industrialisation accroît pas à pas la capacité de défense, la force militaire de l'Union soviétique. C'est pour nous, pour le mouvement révolutionnaire du monde entier, d'une grande importance. C'est sur ce point, camarades, que la campagne du Premier Août s'unit avec l'industrialisation de l'Union soviétique.

III. ¹⁵

CINQUIEME SEANCE

5 juillet (matin)

Intervention de Bela KUN [extrait] :

Notre parti, le parti hongrois a été critiqué avec raison dans la question de la préparation de la Journée rouge. L'autocritique est chose utile, non seulement après, oui; aussi avant l'action. J'espère cependant que les fautes qu'on nous a reprochées, nous les réparerons prochainement.

Je passe à l'exposé de Varga. Kuusinen a laissé à Varga une position très agréable. Kuusinen lui a presque cédé lorsqu'il a parlé de la question du niveau de vie de la classe ouvrière et de la quasi identité de la situation et du niveau de vie de la classe ouvrière. Varga voulait nous obliger à accepter purement et simplement la conception de la bourgeoisie et de la social-démocratie sur le niveau de vie, à prendre pour base des définitions qui servent spécialement à tromper la classe ouvrière. Il traita ces questions non seulement d'une façon abstraite et statistique, mais aussi abstraite et absurde. Varga commet une faute méthodologique bien concrète dans le maniement des chiffres. Il parle comme si le salaire réel moyen d'un ouvrier et le niveau de vie de la classe ouvrière étaient choses identiques. Comment cela se fait-il ? Je veux tenter de le démontrer. Désignons le chiffre de la classe ouvrière avant la guerre par 100 et le degré d'occupation ainsi que le salaire réel également par 100. Pour ce salaire réel nous pouvons dire que nous recevons x unités de denrées alimentaires. Supposons qu'en 1929 le chiffre de la classe ouvrière et le niveau du salaire réel

¹⁵ La Correspondance Internationale, n°75, 22 août 1929, p. 1011

soient restés les mêmes (ce qui n'est pas exact, le salaire réel ayant baissé). Mais si le degré d'occupation de la classe ouvrière est tombé à 80 %, nous obtenons pour toute la masse du salaire réel x unités de denrées alimentaires moins 20. Le standard de vie a donc baissé de 1/5, car la classe ouvrière n'est pas seulement composée de personnes travaillant, mais aussi de chômeurs, entiers et partiels. Et l'ouvrier qui, dans la plupart des cas, ne s'oriente pas d'après les statistiques de la bourgeoisie et de la social-démocratie, mais d'après son ventre, confirmera que le niveau de vie de la masse des ouvriers a baissé. C'est même le niveau de vie des ouvriers occupés qui a baissé. Donc, si nous voulons calculer le niveau de vie de la classe ouvrière, nous ne pouvons pas prendre tout simplement comme base le salaire réel ou moyen de l'ouvrier moyen occupé, mais toute la somme du salaire réel des membres occupés de la classe ouvrière, ou autrement dit, la masse des denrées de vie que l'on peut acheter pour ce salaire réel et l'étendre à toute la classe ouvrière. Ce n'est qu'ainsi que nous pouvons constater que le niveau de vie a baissé ou non. Varga a commis une grave faute méthodologique dans le maniement du matériel statistique. Mais ce n'est pas seulement une faute de statistique, car de cette faute méthodologique dans la statistique découle une grande erreur théorique. Si nous prenons pour base ce que Varga a dit, nous ne pouvons que reconnaître l'appauvrissement *relatif* de la classe ouvrière. Mais nous savons que Marx et Lénine ont précisément constaté son appauvrissement *absolu*. Dans son ouvrage sur l'école romantique de l'économie politique, Lénine prenait très énergiquement position contre les passages qui voulaient supprimer du système théorique du marxisme l'appauvrissement absolu et le remplacer par la doctrine de l'appauvrissement relatif. Si Varga s'en rendait compte, il n'insisterait sans doute pas sur sa faute de méthodologie statistique.

IV.¹⁶

CINQUIEME SEANCE

5 juillet (matin)

Intervention de CAMPBELL [extrait] :

Cette fois, sur ce point, nous devons objecter quelque chose au camarade Varga en ce qui concerne tin caractère spécial de son analyse du procès de rationalisation en Angleterre.

Varga écrit:

« J'ai dit que ce qui arrive actuellement, c'est une diminution organisée de la participation du capital d'emprunt aux bénéfices afin de rendre à nouveau au capital industriel sa capacité aux bénéfices. Ce qui est arrivé en Allemagne et sur le continent européen en général, à travers l'inflation (libération des entreprises industrielles de leurs anciennes dettes) se produit actuellement d'une manière organisée en Angleterre. »

Je pense que, bien que les capitalistes financiers qui ont fait de gros prêts à l'industrie aient été préparés, par certaines mesures récentes de réorganisation, à échanger ces prêts contre une hypothèque sur les premiers bénéfices, cela n'est cependant pas le caractère général de la rationalisation en Angleterre. Enfin, l'un des traits de la rationalisation dans l'industrie du fer et de l'acier, c'est la mesure dans laquelle les entreprises réorganisées s'en sont tirées, sans inscrire le montant des obligations financières précédemment engagé.

¹⁶ *La Correspondance Internationale*, n°75, 22 août 1929, (p. 1014)

V.¹⁷

CINQUIEME SEANCE

5 juillet (matin)

Intervention de THEODOROVITCH (Fraction communiste du Conseil paysan international) [extrait] :

Deux camarades ont parlé à cette session de la question des campagnes. Le camarade Varga a dit quelques mots sur la situation de l'économie rurale, le camarade Skrypnik a parlé de l'état du travail parmi les paysans. Je pense qu'on ne peut se montrer satisfait du discours du camarade Varga pas plus que de celui du camarade Skrypnik. Le camarade Varga a parlé de la crise agraire. Naturellement, la crise agraire existe. Mais il ne s'agit pas seulement d'une crise agraire. Une crise est passagère, tandis qu'il s'agit en réalité d'un phénomène de longue durée, d'un processus fondamental du retard de l'économie rurale et de l'intention de la société capitaliste de le surmonter par des méthodes qui lui sont propres. Etant donné que l'appréciation du camarade Varga sur le cas concret de la crise est absolument juste, je pense qu'il est nécessaire de la faire inclure dans le texte de la résolution, mais je voudrais davantage. Je voudrais que dans le paragraphe sur l'« aggravation des contradictions fondamentales du capitalisme », nous disions au moins quelques mots sur le caractère du processus fondamental se produisant actuellement dans le domaine de l'économie rurale. Il faut être reconnaissant au camarade Skrypnik de n'avoir pas oublié la nécessité du travail parmi les paysans. Mais il a gâché son discours en nous donnant la formule de la « neutralisation de toute la paysannerie ». Si l'on parle non pas de la neutralisation du paysan moyen, c'est-à-dire d'une partie de la paysannerie, mais de la neutralisation de la paysannerie en général, comme le fait le camarade Skrypnik, il est évident qu'on pense à toute la paysannerie. Alors, il faut bien se dire que là neutralisation de toute la paysannerie n'est pas une formule bolchéviste.

VI.¹⁸

Sixième séance

5 juillet (soir)

Intervention de KHITAROV (I.C.J.) [extrait] :

Camarades, je puis déclarer non seulement en mon nom personnel, mais aussi au nom du Présidium de l'I.C.J. que nous sommes d'accord, d'une manière générale, non seulement avec les thèses proposées sur le premier point, mais aussi avec le rapport à l'appui. Nous saluons, entre autres, la fermeté avec laquelle Kuusinen a mis fin à certains préjugés qui existent encore dans l'I.C. Par exemple, dans la question de la rationalisation, Kuusinen a corrigé très justement et très résolument la faute tolérée jusqu'à présent dans l'I.C.J. Il en est de même de la question de la stabilisation. Chacun doit admettre que l'on a commis beaucoup de sottises avec ce mot là. On a, parfois aussi, fait de la stabilisation un fétiche et Kuusinen, par ses remarques sur la question de la stabilisation, et en proposant le nom d'« équilibre instable » à la place de celui de stabilisation, a contribué à détruire ce fétichisme des mots qui, parfois,

¹⁷ *La Correspondance Internationale*, n°75, 22 août 1929, p. 1015

¹⁸ *La Correspondance Internationale*, n°78, 30 août 1929, p. 1045

s'empare de nos camarades. C'est là, sans doute, un grand progrès pour l'I.C.J. Je voudrais faire remarquer un défaut dans le rapport de Kuusinen : Il n'a qu'effleuré la situation en Angleterre et n'a pas abordé le problème du gouvernement travailliste anglais et de ses perspectives. Il m'apparaît aussi que Kuusinen a fait une petite concession à Varga dans la question du niveau de vie de la classe ouvrière. Si j'ai bien compris, Kuusinen a dit que nous ne pouvons parler que d'une baisse relative du niveau de vie de la classe ouvrière et que si nous parlions d'une baisse absolue se serait une faute, que nous ne pouvons parler que de stabilisation relative. Je crois que nous pouvons et devons parler d'une baisse absolue du niveau de vie de la classe ouvrière ; en cela, il faut notamment considérer ce facteur d'intensification du procès du travail qui a été lui-même examiné en détail par Kuusinen. Il est absolument clair que, quand l'ouvrier dépense une plus grande quantité de forces dans le même laps de temps et pour le même salaire, sa situation s'en trouve aggravée et que cette question de l'« usure de la force de travail » appartient incontestablement et directement à la question du niveau de vie des ouvriers. Sur ce point, nous devrions faire complètement la lumière et en aucun cas ne permettre à Varga de faire valoir ses conceptions erronées. D'ailleurs, le camarade Varga aura encore l'occasion de parler sur la question des réparations. Malheureusement, je ne pourrai plus prendre la parole sur ce point, mais nous avons déjà entendu au Présidium de l'I.C., lorsque le projet de thèses y a été discuté, l'opinion de Varga qui y déclara que sur la base du plan Young, nous devons compter pour la période immédiate avec un nivellement des antagonismes des principaux pays impérialistes. D'après Varga, le plan Young est un nivellement des antagonismes. De cette idée et de celle du relèvement du niveau des ouvriers, il faut tirer les conclusions qui s'imposent. Je ne sais si Varga le fera, mais c'est à nous de poser clairement les questions.

VII.¹⁹

SIXIEME SEANCE

5 juillet (soir)

Intervention de POLLITT (Angleterre) [extrait] :

Camarades, j'espère que le Plénum repoussera le point de vue formulé par Varga à propos des chiffres concernant le coût de la vie. J'ignore s'il sait que, au cours de la campagne électorale en Angleterre, le plus gros argument du parti conservateur a porté sur les conditions de vie des ouvriers et que le parti conservateur a utilisé exactement les chiffres mêmes cités par Varga. Le plus grand argument a été que, durant la période où il était au gouvernement le coût de la vie était tombé, ce qui indiquait que les conditions d'existence des ouvriers s'étaient améliorées. Je pense que le camarade Varga devrait se garder d'utiliser des chiffres tels que ceux-là.

Toute l'attitude des réformistes, leur soutien de la rationalisation et leur pression actuelle contre les ouvriers révolutionnaires, s'appuie sur l'argument que le soutien à la rationalisation relève le niveau de vie des ouvriers.

¹⁹ *La Correspondance Internationale*, n°78, 30 août 1929, p. 1053

VIII.²⁰

SEPTIEME SEANCE

6 juillet (matin)

Intervention de SEEGERS (Hollande) [extrait] :

Camarades, je ferai tout d'abord quelques remarques à propos du rapport du camarade Varga. Varga a dit que les ouvriers comprennent la rationalisation d'après les chiffres des statistiques. Il a donné à l'appui les chiffres pour l'Amérique et l'Angleterre, etc... Camarades, cette conception traduit l'idéologie de la bourgeoisie.

En Hollande nous avons absolument le même phénomène. Nous possédons des statistiques desquelles il ressort que le salaire réel de l'ouvrier hollandais a augmenté de 25 % depuis 1913. Dans la pensée de la bourgeoisie, ces calculs sont exacts, mais comment ces statistiques sont-elles établies ? Les statisticiens bourgeois considèrent par exemple les prix de 20 articles différents de première nécessité et échafaudent leurs calculs là-dessus. Mais, ce faisant, ils ne tiennent pas compte par exemple des dépenses de logements alors qu'en Hollande le prix des loyers a précisément considérablement augmenté au cours des dernières années. En second lieu, la bourgeoisie englobe dans ses calculs les cercles de l'aristocratie ouvrière. En Hollande, les écarts des salaires sont si grands qu'il arrive par exemple que le salaire supérieur atteigne 44 florins par semaine et le salaire inférieur 15 florins. Dans leurs calculs, les bourgeois adoptent le chiffre moyen. Mais il y a naturellement beaucoup plus d'ouvriers ne gagnant que 15 florins que d'ouvriers en gagnant 44. Cette constatation est très importante pour le parti hollandais afin de reconnaître quelles sont les répercussions de la rationalisation. En Hollande, la rationalisation avance encore lentement. La bourgeoisie n'a pas besoin de l'introduire à une allure rapide. Elle retire encore des profits suffisamment élevés de ses colonies. La rationalisation entraîne également une radicalisation lente de la classe ouvrière confirmée par les dernières élections.

Le parti n'a pas encore compris comment il faut s'assurer la direction dans la radicalisation de la classe ouvrière et je crois que l'une des plus grosses fautes de notre parti c'est que bien des gens ne sont pas encore persuadés qu'en Hollande la bourgeoisie rationalise et nos camarades ne voient pas encore suffisamment dans quels faits se traduit cette rationalisation.

Je crois qu'il s'agit de mener en Hollande une lutte beaucoup plus vigoureuse contre la social-démocratie de même que contre les renégats du groupe de Wynkoop et de Sneevliet que la classe ouvrière considère encore comme révolutionnaires parce que nous ne les avons pas combattus convenablement, parce que nous n'avons pas expliqué que nous avions affaire à un mouvement social-démocrate de gauche et que les mots révolutionnaires qu'ils emploient ne restent que des mots. L'orientation à droite de la, social-démocratie en Hollande, au même titre que la radicalisation de la classe ouvrière hollandaise ne s'opère pas aussi rapidement que dans les autres pays. Mais il existe divers faits qui nous permettent de constater cette évolution à droite. Je crois, d'une manière générale, que le parti hollandais est encore trop faible ; qu'il ne sait pas analyser justement le développement dans son pays. Il nous manque par exemple une analyse exacte du caractère et des perspectives du capitalisme hollandais, il nous manque une analyse correcte du développement dans la question agraire.

²⁰ *La Correspondance Internationale*, n°78, 30 août 1929, p. 1065

C'est pourquoi nos mots d'ordre sont défectueux. Une nouvelle analyse du capitalisme hollandais et de ses perspectives, l'élaboration d'un programme agraire précis, l'analyse du développement dans le domaine agraire s'imposent. Il importe que nous fassions comprendre à notre parti qu'une rationalisation s'opère aussi en Hollande. On peut citer de nombreux exemples concrets dont il ressort que l'on rationalise très fortement dans certaines branches. Par exemple, dans les mines, la production par ouvrier a augmenté de 200 % alors que le nombre des ouvriers n'a pas augmenté. Puis s'opère la rationalisation dans l'industrie de l'outillage de T.S.F. où elle se traduit par l'embauchage de forces jeunes. La formule de **Varga** affirmant que nous devons distinguer rigoureusement entre la situation de la classe ouvrière et le niveau de vie de la classe ouvrière ne fera que renforcer dans leur idée fausse les camarades qui ne sont pas convaincus des effets de la rationalisation. Je crois que Kuusinen, également, dans son rapport, n'a pas parlé du niveau de vie de l'ouvrier mais du niveau de vie de toute la classe ouvrière. Je crois que cette expression concorde avec ce que voulait dire **Varga**. La classe ouvrière groupe les éléments les plus divers, ouvriers chômeurs, etc. et je crois qu'ici nous ne pouvons pas parler de deux conceptions : le niveau de vie de la classe ouvrière est absolument la même chose que la situation de la classe ouvrière.

Le plus grand danger pour le parti hollandais n'est pas le danger de gauche ou de droite, c'est le danger de la passivité.

IX.²¹

HUITIEME SEANCE

6 juillet (soir)

Intervention de REMMELE (Allemagne) [extrait] :

Camarades, j'aborderai tout d'abord la question des deux lignes dans l'appréciation de la situation économique, telles qu'elles sont présentées dans le rapport du camarade Kuusinen et dans les déclarations du camarade **Varga**. Il n'y a aucun doute que nous sommes ici en présence d'une contradiction dans l'appréciation du développement économique. L'augmentation de la production a été trop mise au premier plan par **Varga**, tandis qu'il n'a pas assez considéré les éléments qui sont déterminants pour le renforcement des contradictions à l'intérieur du capitalisme. Cette manière de juger est contraire aux tendances telles que nous les observons dans tous les domaines, particulièrement dans le domaine politique. A mon avis, elle ne tient pas compte du fait que la capacité de production s'accroît beaucoup plus que les chiffres de production et que l'on parle par conséquent avec raison d'un rétrécissement des marchés. Si l'analyse de **Varga** était juste, comment comprendrait-on alors la forte radicalisation du prolétariat, comment comprendrait-on que la bourgeoisie se voit obligée, dans presque tous les pays, de prendre des mesures violentes d'oppression contre le prolétariat ?

Je crois également que les déclarations de **Varga** sur les conditions de vie du prolétariat et sur la situation de la classe ouvrière ne sont pas justes. Après avoir fait remarquer la contradiction chez les camarades qui ont parlé contre son affirmation du relèvement du niveau de vie du prolétariat, il a battu en retraite en disant que la situation était différente du niveau de vie. Les droits politiques et autres choses encore entrent dans la notion de

²¹ *La Correspondance Internationale*, n°78, 30 août 1929, p. 1070

« situation » du prolétariat. Varga prétend donc que le niveau de vie se relève mais qu'en même temps la situation des ouvriers s'aggrave. Nous devons repousser une thèse semblable. Si le niveau de vie se relève, alors il n'y a pas aggravation de la situation des ouvriers, car ces deux choses sont en rapport étroit l'une avec l'autre. Si la bourgeoisie est obligée de reprendre aux ouvriers les droits politiques et autres qu'elle a dû leur accorder, si elle est obligée d'avoir recours à des mesures de violences lorsque le prolétariat commence à se soulever contre les conditions existantes, si la bourgeoisie ne peut plus nourrir ses esclaves, alors on ne peut pas parler de relèvement du niveau de vie. Cela montre combien est faux l'exposé de Varga. La conception de Varga répondrait peut-être à la deuxième période. Mais elle ne convient pas pour la troisième. Si ce que le camarade Varga dit était juste, alors tout ce que nous avons dit de la troisième période perdrait toute justification et tout sens.

Comment Varga en est-il venu à affirmer que le niveau de vie du prolétariat s'améliore. Il nous a fourni les chiffres statistiques des barèmes. J'admets que cette statistique est juste, qu'elle est établie selon les accords intervenus entre les fédérations industrielles et les syndicats. Mais il n'y a pas en Allemagne qu'une seule statistique sur les barèmes, il en existe une seconde, officielle, notamment celle de l'Office national d'assurances, basée sur les timbres collés d'après le salaire. Je conseillerais bien à Varga de jeter un coup d'œil sur cette statistique. Il trouverait là qu'après une stabilisation momentanée des salaires, on enregistre maintenant une chute constante: Dans cette statistique officielle, nous trouvons un aperçu complet sur le salaire ouvrier en général, tandis que la statistique des barèmes ne se base que sur une petite partie du prolétariat, il existe encore une troisième statistique, la statistique sur la consommation des produits alimentaires. D'après une compilation que nous avons faite, il y a environ un an, et qui s'appuie sur les dernières statistiques du pays, il a été constaté qu'aujourd'hui la consommation des produits alimentaires et particulièrement celle des produits alimentaires de première nécessité est de 33 % inférieure à celle d'avant-guerre. Ces faits réfutent la théorie de Varga sur le développement de la situation de la classe ouvrière dans la période actuelle.

X.²²

HUITIEME SEANCE

6 juillet (soir)

Intervention de KOLAROV (Bulgarie) [extrait] :

La première question que je veux loucher, c'est la théorie de Varga sur l'élévation du niveau de la vie de la classe ouvrière dans la troisième période de la crise d'après-guerre du capitalisme. C'est une question essentielle de la révolution prolétarienne internationale. Autour de cette question, à l'époque de la II^e Internationale, se déroulait la discussion entre le marxisme révolutionnaire et le réformisme. Si le capitalisme contemporain, dans la troisième période de sa crise d'après-guerre est capable d'élever le niveau de la vie de la classe ouvrière, cela liquide la période révolutionnaire et la contradiction fondamentale entre le développement des forces productrices et la limitation des débouchés intérieurs. Varga parle de la future et inévitable crise. Mais c'est très étrange. D'où viendra cette crise si la troisième période se distingue par le fait que nous avons un niveau de vie rehaussé de la classe ouvrière.

²² *La Correspondance Internationale*, n°78, 30 août 1929, p. 1074

Qu'est-ce que cela signifie ? Une augmentation de la capacité de consommation du prolétariat. Et celle-ci signifie une augmentation de la demande. Par conséquent c'est un facteur amoindissant les causes de la crise industrielle. Selon moi, Varga renouvelle la tentative des réformistes de 1890, de réviser le marxisme dans l'une de ses thèses essentielles. Naturellement, Varga ne parle pas de révisionnisme, il ne parle pas encore d'une tendance constante du capitalisme, il ne généralise pas, il n'est pas encore arrivé à généraliser ce qu'il constate maintenant, au début de la troisième période. Mais si le début de cette période se distingue par un fait aussi général, on peut admettre que ce même fait sera constant tant que durera et de développera la troisième période du capitalisme mondial et qu'ainsi disparaîtra la crise même du capitalisme.

L'affaire devient encore plus sérieuse du fait que, pour démontrer sa théorie, Varga invoque l'Allemagne. Si un pays capitaliste tel que l'Allemagne, sans bénéfices coloniaux, avec le lourd fardeau des réparations, est en état d'améliorer le niveau de vie de la classe ouvrière, cela signifie un renforcement du capitalisme tel qu'il ajourne pour une longue période la crise révolutionnaire.

Les réformistes ont corroboré leur affirmation par la statistique officielle. Ils ont fait, 30 ans plus tôt la même-chose que Varga. Varga, il est vrai, reconnaît que les statistiques bourgeoises sont falsifiées, mais voyez-vous, il ne reconnaît ce péché qu'une seule fois chez les statisticiens bourgeois ; ils n'ont péché qu'une fois et depuis ce temps ils ne pêchent plus et il invoque les statisticiens et économistes bourgeois qui, en ce moment, mènent la lutte idéologique contre les positions révolutionnaires de l'Internationale communiste. Varga oublie que la statistique bourgeoise donne constamment, à chaque moment, à chaque période de la lutte de classe révolutionnaire, des armes idéologiques aux mains des politiciens bourgeois, de la contre-révolution bourgeoise. En fait, la statistique bourgeoise est entrée maintenant dans la période de sa fascisation, elle s'est transformée en statistique fasciste, c'est ce que Varga ne veut pas voir.

Varga veut nier le caractère réformiste de sa théorie. C'est une affirmation incompréhensible et absolument illogique que de dire que le niveau de vie de la classe ouvrière s'élève, mais que sa situation, générale empire. Qu'est-ce que cela signifie ? L'essentiel c'est le niveau de vie du prolétariat. Si ce niveau de vie s'élève, la situation générale du prolétariat s'améliore. Ce n'est qu'en Union soviétique que nous avons maintenant une amélioration générale de la situation du prolétariat.

Si la bourgeoisie est en état d'élever le niveau de vie de la classe ouvrière, pourquoi alors le fascisme, pourquoi la dictature, pourquoi l'abolition des droits de la classe ouvrière, pourquoi tout ce système compliqué de répression contre le prolétariat ? Sans doute que si la bourgeoisie fait pression, si elle a recours à la terreur, aux persécutions politiques, c'est seulement parce qu'elle n'est pas en état d'élever le niveau de vie de la classe ouvrière, de créer de meilleures conditions pour son existence ; tout cela, uniquement parce qu'elle a besoin d'extraire un plus grand profit, de tirer de la classe ouvrière une plus grande quantité de plus-value.

Je me rallie aux-camarades qui ont répudié de la façon la plus énergique la tentative de Varga de réviser le marxisme révolutionnaire dans un de ses points essentiels. Tout cela nous oblige à nous comporter avec une plus grande attention que jusqu'à présent vis-à-vis des déductions et conclusions de Varga dans le domaine spécial où il travaille.

XI.²³

NEUVIEME SEANCE

8 juillet (matin)

Intervention de VARGA sur le plan Young [*in extenso*] :

Ma tâche est de parler de la question des réparations. Permettez-moi cependant, avant d'aborder mon sujet, de faire quelques observations sur les critiques faites contre moi. Les camarades présents ici, se sont dressés très unanimement contre ma formule du niveau de vie. Dans les conditions spéciales où je travaille, ayant le malheur d'être depuis dix ans isolé du travail direct des masses et réduit aux seules sources imprimées, cette attitude négative des camarades qui s'adonnent au travail des masses, qui observent directement la vie des ouvriers, est certainement de grande importance ; elle est pour moi un avertissement pour réfléchir encore une fois à la chose.

Entre Kuusinen, en tant que principal rapporteur, les autres camarades qui ont pris la parole et moi, il n'y a aucune divergence sur le fait que la situation de la classe ouvrière a empiré d'une façon absolue. Par contre, je pense que dans la question du salaire réel, c'est-à-dire du niveau de vie dans le sens étroit, comme il est compris en statistique, les arguments apportés ici ne suffisent pas pour prouver que les ouvriers qui travaillent toute la semaine peuvent acheter aujourd'hui, avec leur salaire de la semaine, une quantité moins grande de valeurs d'usage qu'il y a un ou deux ans. J'étudierai encore à fond cette question. Je crois avoir raison. Mais, s'il s'avère qu'il n'en n'est pas ainsi, j'aurai le courage de reconnaître mon erreur.

Je veux cependant faire remarquer que je n'ai jamais affirmé que le niveau de vie s'est élevé, comme quelques-uns de mes adversaires me l'ont attribué. Je ne l'ai jamais affirmé. Bien entendu, il y a des couches d'ouvriers dont le salaire réel est fortement tombé ces dernières années, par exemple les mineurs anglais. Leur salaire réel a été très fortement rogné après la défaite. Le problème du salaire réel, du niveau de vie et de la situation de la classe ouvrière est très compliqué. Nous devons l'étudier à fond et, évidemment, il faut prendre en considération, dans l'étude ultérieure de cette question, certaines suggestions de nouvelles sources d'investigations sur ce terrain, par exemple comme Remmele l'a fait en signalant la statistique de l'assurance nationale en Allemagne.

Dans le discours de Remmele, il est dit que la consommation est tombée en Allemagne d'un tiers en comparaison d'avant la guerre. Je suis convaincu que c'est une erreur de Remmele et, s'il examinait mieux les chiffres, il reconnaîtrait les sources de son erreur. Remmele a parlé ici de deux lignes : celle de Kuusinen et la mienne, dans mon discours. J'estime que ce n'est pas juste. Selon moi, il n'y a pas une divergence profonde entre ce que Kuusinen a dit et ce que j'ai dit. Kuusinen a donné un exposé de la ligne générale du développement. Il a parlé de technique, de rationalisation, d'appréciation de l'état du capitalisme par différents idéologues de ce dernier, etc. J'ai parlé d'une façon toute restreinte de la dernière année depuis le congrès. Qu'ai je constaté? Que dans la dernière année il y a sans doute une amélioration de la conjoncture dans les plus importants pays capitalistes —

²³ *La Correspondance Internationale*, n°83, 10 septembre 1929, p.1143-1146

mais qu'il y a déjà les signes certains d'une nouvelle crise économique. J'ai signalé que nous avons une nouvelle crise agraire, une crise internationale de crédit, qu'il y a une spéculation inouïe de Bourse qui, dans un temps plus ou moins rapproché, doit conduire à un krach. J'ai signalé le fait formidable du chômage et prévu que l'année prochaine, l'année 1930, amènera un nouvel essor du mouvement ouvrier et de grandes luttes. J'ai même dit concrètement qu'un des principaux pays où se dérouleront ces luttes sera l'Angleterre. Je ne vois donc pas où est la différence entre Kuusinen et moi;

La polémique contre moi, comme c'est l'habitude, a peu à peu élevé son ton et, d'échelon en échelon, est allée jusqu'à m'accuser de révisionnisme. Cela a commencé par une discrète allusion de Bela Kun, Khitarov constatait déjà une déviation, et la finale fut donnée par les paroles pathétiques de Kolarov. Voici ce que je dois dire : Manouilski a énuméré dans son discours quatre sortes d'opportunistes. La quatrième sorte, c'est lorsque des gens, à la suite de leurs études et de leurs observations, sont arrivés à une conviction qu'ils taisent devant l'Internationale par crainte d'être traités d'opportunistes. Je n'ai pas commis cette faute et je ne la commettrai pas à l'avenir.

[*Khitarov* : Ce qui ne veut pas dire que vous repoussez aujourd'hui les autres sortes.]

Si j'avais acquis la conviction qu'il y a quelque chose de nouveau dans la situation internationale, dans l'économie mondiale, dans le mouvement ouvrier et qui ne concorde pas avec le tableau d'ensemble tenu jusqu'à présent pour vrai par l'Internationale, je le dirai toujours à l'Internationale, même en risquant qu'on dise : Varga dit de nouveau une incongruité opportuniste. Le plus grand opportunisme est de taire sa conviction par crainte de ne pas être d'accord avec la ligne dominante. C'est le genre d'opportunisme le plus dangereux, le plus indigne d'un communiste.

[*Neumann* : Non pas l'opinion dominante, mais l'opinion bolchéviste.]

Je le ferai d'autant plus que dans l'histoire de l'Internationale il y a déjà eu plusieurs cas où quelques-unes de mes affirmations, de prime abord, ont été qualifiées d'opportunisme par beaucoup de camarades et sont devenues ensuite la ligne de l'Internationale. Permettez-moi de vous rappeler l'avant-dernière session avant le congrès, lorsque j'ai soulevé la thèse que l'Angleterre est à la veille d'une grande rationalisation. Les camarades anglais se sont levés et ont déclaré que c'était impossible. Beaucoup de camarades ont dit que c'était de l'opportunisme rien que de penser que le capitalisme anglais est encore assez fort pour effectuer une rationalisation. Les camarades ont entendu ici les discours de Campbell où il a reconnu la présence de cette rationalisation et où il a même critiqué quelque peu l'ancienne position des camarades anglais.

Un autre cas dont vous devez vous rappeler, est le IV^e Congrès²⁴. Au IV^e Congrès, Boukharine déclara que j'étais un opportuniste parce que je pensais que les revendications partielles doivent être admises dans le programme de l'Internationale. Rappelez-vous que, quelques jours plus tard, Boukharine, au nom de la délégation russe, devait donner une déclaration où il retirait l'accusation d'opportunisme. Le troisième cas que je veux évoquer est encore plus caractéristique, car il prouve que les gens qui m'accusent d'être un opportuniste ne sont pas absolument des révolutionnaires d'une bien grande valeur. C'était en 1921, au III^e Congrès, alors que je signalais pour la première fois que la crise générale du

²⁴ [Par erreur VI^e Congrès dans *La Correspondance Internationale*.]

capitalisme ne signifie pas une phase de crises continues, mais qu'à l'intérieur de la période générale de crises du capitalisme les phases de bonne conjoncture sont possibles. En ce temps-là, je fus qualifié d'opportuniste par un groupe de camarades dont les porte-paroles étaient Friesland, Thalheimer, Froelich, Pepper et Bela Kun. Friesland était, quelques mois plus tard, rédacteur du *Vorwaerts*; Thalheimer et Froelich sont sur le chemin de la social-démocratie, Pepper a, en ce moment, un pied hors de l'Internationale. Le seul que nous avons le bonheur de voir parmi nous est mon ami Bela Kun.

[*Bela Kun* : Mais vous étiez avec Trotski !]

Mais aussi avec Lénine !

Cela veut dire que très souvent sous les phrases extrême-gauchistes de gens qui accusent les autres d'opportunisme, se dissimulent des intentions opportunistes. Le discours tenu ici par Kolarov a été le plus opportuniste qui n'ait jamais été tenu dans l'Internationale. Je dois dire que j'ai honte que quelqu'un qui siège à la table du présidium de l'I.C. ait pu tenir un tel discours agrémenté de phrases radicales. Qu'a dit Kolarov? Je vais vous le traduire du russe en allemand :

« Si le capitalisme d'aujourd'hui est capable de relever le niveau de vie de la classe ouvrière, la période révolutionnaire est alors liquidée ».

Qu'est-ce que cela signifie? De la liquidation de la plus belle eau. C'est exactement ce que disaient Thalheimer, Friesland et Pepper en 1921, que si le déclin en ligne droite du capitalisme cesse tant soit peu, c'est la fin de la révolution. Et ces ex-camarades en ont tiré la conséquence et sont passés à la social-démocratie. Kolarov dit ensuite :

« Varga parle de la crise inévitable, mais c'est très étrange : d'où viendra cette crise si nous avons un niveau de vie plus élevé de la classe ouvrière. Qu'est-ce que cela signifie? Une augmentation de la capacité de consommation du prolétariat. Celle-ci signifie une augmentation de la demande et, par conséquent, un amoindrissement des causes de la crise économique. »

Ceci n'est rien d'autre que la vieille et vulgaire théorie de la sous-consommation²⁵, que Marx a dix ou vingt fois raillé dans ses œuvres. Marx a signalé que les revenus des ouvriers, la capacité d'achat de la classe ouvrière est précisément plus élevée à la veille de la crise, au moment de la bonne conjoncture, ce qui n'est nullement une raison pour que la crise n'éclate pas.

Politiquement, c'est la théorie du social-fascisme. Je propose à Kolarov de relire le livre de Tarnov : « Pourquoi être pauvres ? » Que proposait Tarnov aux capitalistes ? Donnez de plus hauts salaires aux ouvriers et vous n'aurez pas de crise. La théorie que les salaires élevés sont avantageux pour les capitalistes mêmes, voilà l'idéologie économique de la paix civile, de la communauté d'intérêts des classes, du social-fascisme. C'est ce que Kolarov a dit dans son discours et il a le courage de m'accuser de révisionnisme. Que signifie le discours de Kolarov au point de vue politique lorsqu'il affirme que les Balkans sont une région semi-coloniale ? Une autre fois, il déclara au Secrétariat balkanique que la Roumanie n'est pas un pays impérialiste, bien qu'elle ait annexé par les armes des millions de Magyars, de Bessarabiens etc. Si la Roumanie est une semi-colonie, elle ne peut évidemment pas être un Etat

²⁵ [*sous-commission* dans *La Correspondance Internationale* – une jolie coquille !]

impérialiste. Au point de vue-politique, cela signifie que si la Roumanie est une semi-colonie, notre position envers la bourgeoisie roumaine doit être la même qu'envers la bourgeoisie d'un pays semi-colonial, c'est-à-dire qu'il doit y avoir certains buts anti-impérialistes de communs entre la bourgeoisie et le prolétariat. C'est là une position politique absolument fautive, foncièrement opportuniste. Je veux seulement la donner comme exemple que, maintes fois, sous les accusations pathétiques du révisionnisme, se cache le pire opportunisme politique et économique.

Ce que les thèses disent sur la question des réparations est juste, mais abstrait et trop peu réalisable. Je pense qu'il importe de donner dans les thèses un exposé plus détaillé. Permettez-moi, avant d'aborder l'exposé, de vous lire comment j'aurais formulé ce point des thèses :

« Le remplacement du plan Dawes par le plan Young ne signifie pas une solution de la question des réparations, mais un compromis pourri et contradictoire pour un temps court. L'aggravation des contradictions impérialistes (aucune des grandes puissances impérialistes ne croyant le moment venu de les résoudre par une guerre), les oblige à chercher à remédier aux antagonismes par une solution provisoire dans le domaine partiel de la question des réparations. La bourgeoisie anglo-française se propose aussi d'accélérer le passage de l'Allemagne au front antisoviétique et, en même temps, de la détourner de l'orientation américaine pour l'incorporer dans le front des puissances débitrices d'Europe contre les Etats-Unis. La tentative de la bourgeoisie allemande de profiter de l'occasion de se débarrasser de quelques-unes des chaînes qui entravent son développement impérialiste a été contrecarrée par la bourgeoisie de l'Entente. Le plan Young conduira fatalement à un renforcement de la position internationale du capital américain par l'intermédiaire de la banque des réparations, à des difficultés de transfert et à une aliénation encore plus grande du capital allemand. La suppression de la protection des transferts obligera la bourgeoisie allemande, malgré la réduction des prestations pour les réparations, à une offensive renforcée contre la classe ouvrière. A mesure que s'aggraveront les antagonismes impérialistes, le problème des réparations prendra aussi une forme plus aiguë. »

Je pense que cette formule contient tous les éléments essentiels.

[Une voix : Ce n'est pas la même formule !]

C'est une formule plus détaillée que celle que j'ai donnée à la réunion du Présidium.

Passons au problème même. Ce qu'il faut signaler d'abord, c'est que le passage du plan Dawes au plan Young n'a pas été posé par une crise aiguë du plan Dawes, une impossibilité, dans les conditions de ce plan, de continuer les prestations — bien qu'il soit vraisemblable que des difficultés de transfert seraient survenues dans un avenir plus ou moins rapproché. Les camarades savent que le plan Dawes prévoyait une accumulation des prestations jusqu'à 5 millions de marks. La révision a eu lieu pour des raisons de politique extérieure. Vous vous en rappelez. L'Allemagne exigeait l'évacuation de la Rhénanie, à quoi la France répondit : faites-moi savoir que je puis toucher mon argent de suite et nous parlerons alors de l'évacuation de la Rhénanie. C'est ainsi qu'est née, en septembre 1928, la fameuse formule de « la nécessité d'un règlement définitif et complet du problème des réparations ».

Quelles étaient les raisons de politique extérieure qui poussaient à une révision du plan Dawes ? Les camarades savent tous que la situation internationale actuelle est caractérisée par trois antagonismes bien connus : Union soviétique et monde capitaliste, Angleterre et Etats-Unis, monde colonial et monde capitaliste. Ce que Lapinski disait dans la commission préparatoire est très juste : que plus la solution par les armes approche, et plus les petits

antagonismes impérialistes locaux sont subordonnés au principal antagonisme. Le principal antagonisme, comme les thèses le disent, est celui entre le monde capitaliste et l'Union soviétique ; ensuite, vient l'antagonisme Europe et Amérique. Or, le point le plus faible du front antisoviétique a toujours été l'Allemagne. Pourquoi, camarades ? Parce que l'Allemagne a été battue, spoliée, obligée de payer les réparations, en un mot rançonnée par les plus fortes puissances impérialistes. Dans cette situation, elle a tenté de manœuvrer et de s'appuyer un peu sur l'Union soviétique. Cette situation a eu sa plus grande netteté au moment du traité de Rapallo. A mesure que le capitalisme, et par conséquent l'impérialisme, se renforçaient de nouveau en Allemagne, la bourgeoisie allemande et sa politique extérieure se sont un peu écartées de l'Union soviétique, pour se rapprocher du front antisoviétique. Mais elle ne s'y était pas encore entièrement ralliée et un des principaux objectifs du passage du plan Dawes au plan Young est, pour la bourgeoisie anglaise et française, d'enrôler pour de bon l'Allemagne dans le front antisoviétique. Nous devons réfléchir que l'Allemagne, en cas de guerre avec l'Union soviétique, se trouvant parmi les pays immédiatement voisins, aura une importance formidable en tant que fournisseur d'armes, en tant que pays de traversée. D'ailleurs, il est très difficile d'entraîner la Pologne dans une guerre contre l'Union soviétique si on n'assure pas ses derrières. De là, la grande importance de la participation de l'Allemagne, ou du moins de sa neutralité bienveillante, donc de sa participation voilée à la guerre contre l'Union soviétique.

D'autre part, dans l'autre antagonisme, l'antagonisme anglo-américain, c'est-à-dire celui où les pays débiteurs de l'Europe se trouvent en face de l'Amérique, l'Allemagne est aussi le point le plus faible. Kuusinen a signalé que, de tous les pays, c'est l'Allemagne qui dépend le plus de l'importation des capitaux américains. Un des buts du nouveau règlement de la question des réparations était d'enrôler l'Allemagne dans le front unique des débiteurs européens contre l'Amérique. Permettez-moi de faire quelques citations intéressantes sur cette question. Il y a trois ans, le 26 mars 1926, Churchill déclarait :

« Il me semble qu'il se développe une situation singulière, où par tous ses canaux ramifiés, les 60 % des réparations allemandes sont tirés de l'Europe dévastée, ruinée par la guerre et s'écoulent en un courant continu, par-dessus l'Océan, vers la riche et prospère République »

Immédiatement après que le plan Young eut été établi, Stresemann déclarait dans son discours du 24 juin :

« Les nationaux-allemands disent que l'Allemagne, par le plan Young, deviendra une colonie anglaise et française. En fait, toute l'Europe est en danger de devenir la colonie de ceux qui n'ont pas souffert autant de la guerre. »

La presse américaine a réagi très énergiquement à cette déclaration de Stresemann. Vous voyez donc que, dans un certain sens, dans une mesure restreinte, le front unique des puissances débitrices d'Europe contre les Etats-Unis est déjà formé. Que l'Angleterre ait eu besoin de pousser l'Allemagne dans le front antisoviétique, c'est clairement dit dans le fameux article de la *Koelnische Zeitung*. On sait que celle-ci est un journal officieux qui n'écrit rien de ce qui n'est pas approuvé par le ministère des Affaires Etrangères. La *Koelnische Zeitung* écrivait le 19 septembre 1928 :

« Chamberlain veut profiter de l'occasion de l'évacuation de la Ruhr pour pousser de force l'Allemagne dans le front antisoviétique et la punir en continuant l'occupation si elle ne se montre pas assez docile. »

Ce qui est caractéristique, c'est que la *Koelnische Zeitung* dans cet article, se défend contre la pression de l'Angleterre, mais demande en même temps : Que nous offre l'Angleterre pour cela ? Il est clair que, pour la bourgeoisie allemande, ce n'est qu'une question du prix que l'Angleterre lui offre pour une politique antisoviétique. Telles sont, d'une façon très simplifiée, les questions de politique extérieure qui ont remis à l'ordre du jour la question des réparations et conduit au plan Young.

Le plan Young est évidemment un compromis. Il ne peut en être autrement. Lorsque les pirates impérialistes se réunissent pour discuter une question, leur conférence ne peut s'achever autrement que par un compromis. Si elle ne se terminait pas par un compromis, elle devrait conduire à une guerre entre eux ; c'est en ce sens que le plan Young est une tentative de résoudre provisoirement les contradictions. Les contradictions en sont-elles supprimées ? La lutte ne continuera-t-elle pas dans le cadre du plan Young ? Certainement c'est une solution, en ce sens que les pirates impérialistes ne prennent pas les armes les uns contre les autres. Qu'est-ce qu'un compromis, sinon une solution provisoire d'une contradiction. Je pense qu'il n'y a pas de déviation à construire là-dessus. Je ne comprends pas pourquoi Khitarov y voit quelque chose d'erroné. C'est si simple qu'on ne peut discuter là-dessus [Neumann : Trop simple !] Si nous lisons le plan Young, nous voyons que chacune de ses parties est un compromis. Nous avons là le texte original français. Je puis démontrer que chaque clause contient un compromis : chaque partie est une solution provisoire de contradictions aiguës. [Neumann : 59 ans, est-ce du provisoire ?]

Que reçoit l'Allemagne par ce compromis ? Elle reçoit, d'abord, une fixation de sa dette. Jusqu'à présent, on ne savait pas du tout combien elle devait payer. Deuxièmement, une réduction de sa dette. Troisièmement, la suppression de l'index de prospérité, qui faisait que les annuités du plan Dawes augmentaient automatiquement avec l'amélioration de la situation économique de l'Allemagne, et en particulier (et c'est là le plus important, en quoi je réponds à l'interruption de Neumann) une très forte réduction pour les dix premières années. On peut dire tout ce que l'on veut, mais on ne peut pas affirmer que si l'Allemagne, au lieu de 2 500 000, plus le supplément de prospérité, ne doit payer que 1 700 000, que ce ne soit là qu'une certaine concession.

Pourquoi j'insiste sur les dix premières années ? Parce que nous tous, et aussi les capitalistes allemands, sommes convaincus que le plan Young ne restera pas en vigueur 59 ans, ni même 19 ans et peut-être pas même dix ans. Et les Allemands l'ont accepté parce qu'ils se disent que les antagonismes impérialistes s'accroîtront, qu'il y aura une guerre avec l'Union Soviétique ou entre l'Angleterre et les Etats-Unis et qu'alors ils se vendront à condition de réduire ou de supprimer complètement le fardeau des réparations. L'essentiel pour la bourgeoisie allemande, c'est les dix premières années.

Mais l'Allemagne a dû aussi accepter par ce plan de graves désavantages : la suppression de la protection des transferts, l'obligation de mobiliser une partie de la dette, de payer chaque année 660 000 000 d'intérêts. C'est une chose très sérieuse. Tant que l'Allemagne est directement débitrice des gouvernements ennemis, elle peut, quand les circonstances s'y prêtent, réduire de nouveau quelque peu sa dette, par de nouveaux pourparlers. Mais si elle vend les obligations à des personnes privées, c'est la banqueroute lorsqu'elle ne paye pas. C'est là une aggravation très importante. [Neumann : Que devient la solution s'il y a aggravation ?] J'ai dit quels sont les avantages et les inconvénients du plan Young pour l'Allemagne. C'est cependant une solution ou tout au moins une tentative de solution. Nous

verrons ce qu'il en adviendra à l'avenir. [*Kuusinen* : Vous avez lu le plan Young avec trop de précision. Vous n'y avez vu que la solution.] C'est une tentative de solution, c'est incontestable.

La France y trouve l'avantage que le paiement des dettes interalliées est systématiquement rejeté sur l'Allemagne et une forte somme est obtenue directement par la mobilisation de la dette allemande. Comme contrepartie, la France a dû abandonner une grande partie de ses premières exigences.

Par le plan Young, les alliés ont, en outre, obtenu que les prestations ultérieures de l'Allemagne soient en rapport avec les paiements que l'Angleterre, la France et l'Italie doivent faire à l'Amérique. Si l'Amérique abandonne ses exigences, les deux tiers en profitent à l'Allemagne. Le plan Young est construit de façon que l'Allemagne, mais aussi l'Angleterre et la France, soient intéressées, pour un tiers et pour les deux tiers, à une réduction des dettes interalliées. Ainsi se constitue un front unique organique des Pays débiteurs contre l'Amérique. C'est certainement un succès diplomatique vis-à-vis de l'Amérique.

La tentative de l'Allemagne de profiter de l'occasion pour se délivrer de ses chaînes a été énergiquement contrecarrée par les alliés, de concert avec les Etats-Unis. Souvenez-vous que les négociations ont échoué lorsque l'Allemagne, en la personne de Schacht, a demandé des concessions politiques.

Pendant et après cette crise des négociations, voici ce qui s'est passé : L'agent aux transferts continue à opérer les transferts, c'est-à-dire à expédier les prestations allemandes en monnaie étrangère, bien que la devise allemande soit déjà tombée au-dessous de la parité or. On sait que dans les premiers mois de cette année, la Reichsbank a perdu environ un milliard d'or et de devises et que l'agent aux réparations a malgré tout continué les transferts. Il voulait prouver à l'Allemagne que même la protection des transferts, prévue par le plan Dawes, n'offre pas une garantie véritable contre de durs coups à la devise allemande. Comment la bourgeoisie allemande y a-t-elle réagi ? Entre autres par le bain de sang du 1^{er} mai. Par ce bain de sang, elle voulait, en plus des raisons de politique internationale déjà apportées ici, prouver aux négociateurs de Paris que le danger d'une révolution prolétarienne existe encore en Allemagne et qu'il ne convient pas d'avoir de trop grandes prétentions.

Le 2 mai, Schacht revint à Paris. Trois jours plus tard l'accord était en fait conclu.

Eh bien, qu'a tiré l'Amérique de cette affaire ? Elle n'a fait aucun sacrifice ; elle a, par contre, créé l'instrument de la banque des réparations par laquelle elle obtient une plus grande influence, une plus forte position sur le marché international du capital.

Les pourparlers sur l'acceptation ou le rejet du plan Young sont encore en cours. Ils sont en rapports étroits avec la question de la ratification de l'arrangement des dettes entre la France et les Etats-Unis. Vous avez vu que le gouvernement américain a mis le couteau sur la gorge de la France, qu'il n'a voulu accorder aucun délai à la ratification et que, si la France ne ratifiait pas jusqu'au 1^{er} août, elle devait immédiatement payer 400 000 000 de dollars pour la « dette commerciales » (pour les stocks militaires laissés par les Américains en France). C'est une pression des Etats-Unis sur la France et un facteur qui contribue à la formation du front antiaméricain des débiteurs européens.

Quelles seront les conséquences internationales de l'acceptation du plan Young ? Selon moi, premièrement, l'Allemagne sera plus rapidement et plus qu'avant enrôlée dans le front

antisoviétique, deuxièmement, l'Allemagne se rapprochera du bloc anglo-français, c'est-à-dire du front unique des pays débiteurs contre l'Amérique.

Kuusinen a dit que malgré ces facteurs, il estime probable que la politique allemande, dans un avenir prochain, s'orientera plus sur l'Amérique que sur le bloc anglo-français. Comme principal argument il a dit que l'Allemagne a grand besoin du capital américain, que les Etats-Unis sont le principal créancier de l'Allemagne, qui est dans la dépendance des Etats-Unis. Il y a sans doute beaucoup de vrai là-dedans. C'est certainement un facteur de la situation internationale extrêmement compliqué de l'Allemagne. Mais il faut cependant tenir compte que dans un avenir prochain (et partiellement dès maintenant) l'exportation française des capitaux à court terme prendra dans une grande mesure la place du capital américain en Allemagne. Les grandes banques allemandes, ces derniers temps, ont remplacé de plus en plus par des crédits français les capitaux à court terme retirés par l'Amérique.

[Thaelmann. C'est exagéré.]

Ni Thaelmann, ni moi, nous n'avons vu les livres des banques d'Allemagne. Mais à juger d'après la presse allemande et française, qui disent l'une et l'autre la même chose, il semblerait qu'il en est ainsi. Je dois faire remarquer que les facteurs économiques d'un rapprochement entre l'Allemagne et la France existent dans une grande mesure. Le cartel international de l'acier, l'accord des produits chimiques, etc. L'expression la plus typique du rapprochement est la politique énergiquement défendue en Allemagne par A. Reichberg : alliance avec la France, lutte concertée contre l'Union Soviétique. Sans doute, de graves antagonismes continuent à diviser l'Allemagne et la France : en aucun cas, nous ne devons admettre que le facteur du rapprochement est prédominant.

Je puis résumer ainsi la situation internationale de l'Allemagne : *L'Allemagne continuera ses manœuvres entre les Etats-Unis, le bloc anglo-français et l'Union Soviétique, tout en s'incorporant avec une vitesse accélérée dans le camp antisoviétique.*

Les conséquences économiques du plan Young seront dans l'ensemble les mêmes que celles du plan Dawes. En premier lieu, une offensive renforcée contre la classe ouvrière allemande. Le rédacteur en chef du *Wirtschaftsdienst*, Kurt Zinger, dans le numéro 24 écrit à ce sujet un article où il dit :

« Si la reconstruction de l'économie allemande exigée par le plan Young réussit, il est douteux que l'argent payé à la classe ouvrière sous forme de salaires visibles et invisibles (c'est-à-dire sous forme de charges sociales) puisse continuer à être payé ; il est incontestable que, dans un temps plus ou moins rapproché, aucune augmentation ne pourra avoir lieu, si grands que puissent être les progrès techniques et d'organisation de l'industrie, car ceux-ci serviront entièrement au paiement du tribut et à la formation de capitaux. »

L'auteur de ces lignes est un idéologue de la bourgeoisie allemande et qui ne compte nullement parmi les pires outranciers. Il dit clairement : pas de nouvelles augmentations de salaires et nécessité de les diminuer. [Neumann : Cela ne rehausse pas le niveau de vie !] L'obligation des transferts dans le plan Young, comparée au plan Dawes, est particulièrement propre à obliger la bourgeoisie allemande à chercher à baisser les salaires. Pourquoi ? L'Allemagne ne peut payer que par l'exportation de marchandises et, plus précisément, de produits finis industriels. La capacité totale d'absorption du marché mondial est actuellement d'environ 40 milliards. L'Allemagne a actuellement une balance des comptes dont le passif s'élève à 3,7 milliards. Si l'Allemagne veut payer, elle doit accroître d'environ 5 milliards ses

exportations de produits finis. Pourquoi 5 milliards et non pas 3,7 ? Parce que l'Allemagne, pour pouvoir exporter, doit importer une plus grande quantité de matières premières ; elle doit importer du cuivre, des métaux, du minerai de fer, des matières premières textiles afin d'être en état d'exporter. Elle doit porter son exportation annuelle de produits finis à 5 milliards de marks. C'est à peu près un huitième de la capacité d'absorption du marché. L'Allemagne doit donc refouler ses concurrents d'un huitième du volume du marché mondial. Cela semble surhumain. Sans doute, dans les dernières années, l'exportation des produits finis d'Allemagne a constamment crû, d'environ 500 000 000 de marks chaque année. Mais voici ce que nous devons voir. Les Etats-Unis, dans les dernières années, ont très énergiquement augmenté leurs exportations à un milliard de marks. Ceci, dans une année de conjoncture ascendante. Réfléchissez maintenant avec quelle force, à la première crise, l'industrie américaine se jettera sur le marché mondial. De plus, en Angleterre se poursuit une rationalisation de grande envergure et, dans quelques années, l'industrie anglaise refoulera avec une force accrue l'industrie allemande du marché. Vous voyez donc que la rationalisation en Angleterre, dont la prévision m'a valu d'être traité d'opportuniste, est en réalité un élément d'aggravation de la situation à l'échelle mondiale, un facteur d'aggravation de la crise du capitalisme mondial. C'est dans des circonstances aussi dures que la bourgeoisie allemande doit chercher à exporter. Elle cherchera à accroître l'intensité du travail, l'exportation²⁶ de la force du travail, elle tentera de prolonger la journée de travail, de rogner l'assurance sociale. Un des objectifs du gouvernement social-fasciste d'aujourd'hui est précisément de remplir ces tâches dans l'intérêt de la bourgeoisie, de même qu'en Angleterre, la tâche du gouvernement Macdonald est de supprimer la résistance de la classe ouvrière contre la rationalisation. Qu'espère la bourgeoisie anglaise du gouvernement Macdonald ? Que signifie l'obligation des transferts ? Les prestations doivent être faites en devises étrangères, sans égard pour le mark. Ce qui signifie que la Reichsbank, pour protéger sa réserve d'or, est obligée de fixer un taux légal très élevé ; que l'industrie allemande doit livrer au capital d'emprunt une partie beaucoup plus grosse de la plus-value arrachée à ses ouvriers que n'en livrent ses concurrents sur le marché mondial. Actuellement, en France un industriel paye pour ses crédits 4 à 5 % ; le capitaliste allemand paye 10 à 15 %.

Mais pourquoi la bourgeoisie allemande a-t-elle accepté ? Comme je l'ai déjà dit, parce qu'elle espère, parce qu'elle compte que le plan Young ne sera pas longtemps en vigueur, que les antagonismes impérialistes s'aggraveront tellement dans quelques années que l'Allemagne pourra le faire réviser ou même se débarrasser complètement des réparations.

En résumé : Je pense que dans le projet que j'ai présenté sont contenus tous les facteurs importants de la question des réparations. Pour conclure, je voudrais répéter ce que j'ai déjà dit : il n'y a aucune différence de ligne générale entre moi et Kuusinen. Il n'y a pas là deux lignes, il y a certaines... [*Thaelmann* : déviations !...] différences dans l'appréciation de la situation internationale. Oui, camarades, je ne crois pas qu'il y ait dans cette salle un seul homme qui pense que la situation internationale d'aujourd'hui, si compliquée, puisse être formulée de telle façon que tous les camarades sans exception soient d'accord. (*Rires.*) A moins qu'on se limite à des généralités. Mais si l'on veut être concret, les choses se compliquent au point qu'il y a toujours des différences de jugements. Mais cela ne signifie

²⁶ [lire « exploitation », pour que la phrase ait un sens]

nullement une ligne différente et encore moins un révisionnisme, comme Kolarov l'a prétendu si pathétiquement. (*Applaudissements*).

[L'oratrice qui succède immédiatement à Varga va parler du mouvement féminin, mais elle se doit de condamner les propos qui viennent d'être tenus : ce qu'elle dit est révélateur des illusions largement partagées dans l'I. C.]

MOIROVA (Union Soviétique) : Le discours de **Varga** a un défaut essentiel. Il a complètement omis l'activité accrue des masses ouvrières, leur radicalisation, leur attitude envers toutes les tentatives de la bourgeoisie de renforcer la stabilisation capitaliste pourrie et de la faire durer aussi longtemps que possible. Naturellement, nous devons considérer le plan Young d'un autre point de vue. Pour nous, il s'agit de savoir non pas si ce plan aidera les capitalistes à se tirer de leurs difficultés mais dans quelle mesure il contribuera à la radicalisation ultérieure des masses. L'Allemagne se trouve actuellement devant une situation révolutionnaire immédiate. Cela est certain. En somme, le plan Young n'est autre chose qu'une déclaration de guerre civile au prolétariat allemand. Et cela, non seulement parce que la classe ouvrière allemande ne peut plus faire de nouveaux sacrifices pour payer les réparations, mais aussi parce que la classe ouvrière allemande sait fort bien que les travailleurs ont la possibilité de ne payer aucune dette. L'exemple de l'U.R.S.S. est bien connu des grandes masses ouvrières ; elles savent toutes fort bien comment l'U.R.S.S. a refusé de payer les dettes, et en considérant la question des réparations il est impossible d'éliminer ce facteur. Il est nécessaire non seulement d'étudier à fond les statistiques et autres matériaux, mais aussi d'étudier l'état d'esprit et la situation des masses ouvrières ainsi que leur attitude envers tous les événements politiques. Il est certain que, dans plusieurs pays, nous nous trouvons actuellement devant des événements révolutionnaires très importants. Je ne sais, mais j'ai l'impression que dans les événements de mai et dans les derniers événements de Pologne il y avait des éléments rappelant les journées de juillet 1917 en Russie. Le fait que les partis communistes ont été obligés de retenir les détachements avancés de la classe ouvrière montre que la situation révolutionnaire se rapproche rapidement. On ne peut passer outre ce grand processus qui se produit actuellement dans les masses ouvrières. Un grand travail a été effectué du point de vue idéologique, mais du point de vue de l'organisation il y a encore chez nous des lacunes énormes. Actuellement, la question de l'organisation des masses, la question de la conquête définitive de ces masses, la question des cellules communistes dans les entreprises acquiert une importance colossale. C'est sous ce point de vue que je voudrais parler aussi de la question du mouvement ouvrier féminin.

...

XII.²⁷

ONZIEME SEANCE

9 juillet (matin)

Intervention de MOLOTOV [extrait] :

...

²⁷ *La Correspondance Internationale*, n°87, 15 septembre, p. 1189-1190

Il faut cependant prendre en considération que les tendances opportunistes de droite s'expriment non seulement dans les interventions des droitiers et des conciliateurs « reconnus », pour ainsi dire. Ces tendances pénètrent aussi par d'autres voies. On peut prouver cela sur l'exemple du camarade Varga.

Son intervention et ses amendements écrits se sont déjà heurtés à une résistance catégorique de la session plénière. Je m'arrêterai seulement sur ses deux principaux amendements : 1. sur le problème des réparations et 2. sur le niveau de vie de la classe ouvrière. Sur la question du problème des réparations en corrélation avec le plan Young, Varga présenta un amendement dans lequel il déclare, entre autres, ce qui suit :

« L'aggravation des contradictions impérialistes, aucune des principales puissances impérialistes ne juge opportun de la résoudre en ce moment par la guerre, se contraignant à tenter de concilier temporairement ces contradictions dans le domaine de la question des réparations »²⁸.

Ensuite, à la fin de cet amendement, il est dit :

« Avec l'aggravation croissante des contradictions impérialistes, le problème des réparations s'imposera de nouveau sous une forme aiguë ».

On peut seulement s'étonner qu'un participant à la présente session plénière puisse aboutir à des conclusions nettement opportunistes sur la question des réparations. Premièrement, il s'ensuit, selon Varga, qu'« aucune des principales puissances impérialistes ne juge opportun en ce moment de résoudre par la guerre » les contradictions impérialistes devenues plus aiguës. Varga affirme cela, malgré les faits qui disent précisément le contraire. Tout le monde sait que le danger d'une nouvelle guerre impérialiste s'accroît chaque jour. Varga ne peut ignorer cela, mais son « amendement » montre le contraire. Deuxièmement, Varga en est venu à dire que le plan Young signifie « concilier temporairement ces contradictions (impérialistes) ». Mais si tous les plans Young pouvaient concilier, au moins temporairement, les contradictions impérialistes, la vérité ne serait pas aux côtés du communisme dans l'appréciation de l'impérialisme, mais bien aux côtés du social-réformisme. En l'occurrence Varga fait chorus avec les social-démocrates. Il nie que c'est justement à la suite de l'application du plan Young des réparations qu'une nouvelle aggravation des contradictions intérieures (avant tout, en Allemagne même) et des contradictions entre les pays capitalistes (Amérique-Angleterre, bloc anglo-français et Allemagne) est inévitable. Troisièmement, il s'ensuit, selon Varga, que le problème des réparations se manifesterait de nouveau sous une forme aiguë seulement « avec une nouvelle aggravation des contradictions impérialistes ». Ceci, c'est du réformisme pur : les contradictions impérialistes, paraît-il, se concilient temporairement à présent, mais, dans un avenir indéterminé, leur aggravation se produira et seulement alors s'aggravera également le problème des réparations. Varga a rejeté dans un avenir lointain l'aggravation du problème des réparations, manifestant ainsi sa confiance exclusive envers les plans et, en général, envers les capacités des Young et consorts. Mais, de pareils points de vue sont proches des illusions réformistes n'ont rien de commun avec la

²⁸ [Voir plus haut, dans le discours de Varga : « L'aggravation des contradictions impérialistes (aucune des grandes puissances impérialistes ne croyant le moment venu de les résoudre par une guerre), les oblige à chercher à remédier aux antagonismes par une solution provisoire dans le domaine partiel de la question des réparations. » - la coordination des traductions n'était pas complète.]

position de l'I.C. Et, comme il ressort de ce qui a été dit, si l'on ne « corrige » pas le camarade Varga, il se trouvera tout à fait en dehors de la position communiste.

Son amendement sur le niveau de vie de la classe ouvrière porte le même caractère opportuniste nettement exprimé. Varga propose, à la place des mots : « la stabilisation capitaliste réduit son niveau de vie » (à la classe ouvrière), de dire : « diminue sa part dans son propre produit ». Les raisonnements économiques de statistiques sur lesquels se base Varga, ne sont pas sérieux pour le moins. Dans le fond, il a tenté de prouver que la condition générale de la classe ouvrière s'aggrave sans une diminution de son niveau de vie. Mais ce sont des assertions nullement convaincantes et évidemment contradictoires. Lorsqu'il a déclaré dans son second discours à cette session plénière, n'avoir pas affirmé que le niveau de vie de la classe ouvrière s'élève, il a montré toute la confusion de ses idées sur cette question. Or, dans le rapport et dans les débats on a cité ici suffisamment d'arguments et de faits qui ne peuvent être réfutés par aucun sophisme du camarade Varga, lequel nie le fait de la diminution du niveau de vie de la classe ouvrière dans les conditions de la rationalisation capitaliste. Le sens objectif de cette négation consiste à embellir le capitalisme, à faire chorus avec les apologistes du capitalisme dans le camp social-réformiste.

Encore une observation au sujet du camarade Varga. Varga défend avec ténacité ses positions, il est intervenu deux fois pour défendre ses amendements à cette session plénière. Cependant, Varga n'a pas seulement tort dans le fond. Il tente de faire régresser la session, vers les questions qui ont été déjà examinées, analysées et résolues dans l'I.C. Il joue ici en quelque sorte un rôle réactionnaire. Entre temps, la session plénière a à résoudre de nouvelles questions importantes. Il me semble que nous ferons beaucoup mieux, à l'avenir, de réduire le nombre des doctes discours inutiles et de nous concentrer sur les nouvelles tâches révolutionnaires qui se posent à l'I.C.

...

XIII.²⁹

DOUZIEME SEANCE

9 juillet (soir)

Intervention de NEUMANN [extrait] :

J'aborderai maintenant quelques affirmations faites par le camarade Varga dans son rapport. La thèse présentée ici par Varga sur la question des réparations est encore beaucoup plus dangereuse que sa théorie des salaires stables et de la réduction absolue du nombre des ouvriers.

Dans la question des réparations, le camarade Varga a affirmé ni plus ni moins que le plan Young, le résultat de la Conférence des réparations à Paris, constitue une tentative de surmonter les contradictions entre pays capitalistes. Je ne crois pas que le camarade Varga pense qu'il s'agit d'une tentative vouée à l'échec, il y voit manifestement une tentative qui a des chances de succès. On ne doit pas se dissimuler derrière le mot « tentative ». Lorsqu'on l'a attaqué, le camarade Varga a généralisé sa théorie en disant que non seulement le plan Young, mais encore tout compromis est une tentative analogue. Cette thèse est propre à soulever chez

²⁹ *La Correspondance Internationale*, n°88, 17 septembre, p. 1211

nous quelque étonnement. Considérons par exemple la Société des nations. Est-il possible d'empêcher des guerres au moyen de la Société des nations? Dans les thèses du II^e Congrès mondial, Lénine dit que la Société des nations est l'organisation de guerre de l'impérialisme et nous croyons que le plan Young ne signifie pas non plus une victoire sur les contradictions impérialistes, mais leur aggravation à l'extrême. La Banque internationale des réparations signifie une tension extraordinaire des antagonismes anglo-américains, non seulement dans la question allemande des réparations, mais pour le monde entier. La signification du traité de paix de Versailles subsiste encore. La théorie adoptée par quelques camarades de « l'autoliquidation » du traité de paix de Versailles est fautive. Les contradictions de Versailles subsistent toujours, de même les contradictions entre l'Allemagne et les diverses puissances victorieuses et en particulier la France. Ce n'est pas par hasard qu'au moment de l'adoption du plan Young une coalition impérialiste qui, une année auparavant, était encore assez forte, la coalition anglo-française, se trouve sérieusement ébranlée. Le plan Young met à jour une foule de contradictions intérieures, il découvre une nouvelle brèche entre les puissances impérialistes, en même temps surgit la question de la possibilité d'appliquer le plan Young. Sur ce point également **le camarade Varga** affirme le contraire de ce que notre parti a défendu et de ce que la classe ouvrière allemande a déjà démontré en réagissant dans la pratique à l'égard des nouvelles charges des réparations. **Le camarade Varga** a défendu le point de vue que le plan Young serait un adoucissement des charges des réparations. Il a dit que nous ne savons pas si l'on payera, puis il a même dit : Y a-t-il quelqu'un dans cette salle qui ait une clarté absolue sur cette question? **Le camarade Varga** se retranche pour ainsi dire derrière une théorie sceptique de la connaissance, mais cette tentative a échoué. Il est clair que le plan Young signifie une aggravation considérable des luttes de classe. Le poids des réparations, sous sa nouvelle forme, a une importance internationale pour la révolution allemande.

Le camarade Varga a dit que l'Allemagne ne peut payer que si elle reconquiert un huitième du marché mondial. Mais comment l'Allemagne conquerra-t-elle un huitième du marché mondial? Le problème des marchés n'a pas encore disparu : Cela signifie l'offensive impitoyable du patronat contre le prolétariat, l'attaque la plus monstrueuse du gouvernement social-fasciste contre la classe ouvrière. Nous assistons à une réduction des salaires, nous sommes devant le mur d'airain des patrons contre chaque pfennig d'augmentation des salaires et contre toute réduction du temps de travail. Le poids des réparations c'est la dynamite, c'est un des explosifs qui déchaînera en Allemagne la lutte révolutionnaire et, dans le cours de son développement, conduira à une situation immédiatement révolutionnaire. C'est précisément pour cela que l'on doit reconnaître que le plan Young représente une charge énorme.

La question est foncièrement différente soit que l'Allemagne ait à verser ses réparations aux gouvernements étrangers, soit que, par leur mobilisation, les réparations de l'Allemagne passent aux mains de centaines de milliers de petits créanciers. **Le camarade Varga** a lui-même dit que, dans ces conditions, les réparations ne peuvent être annulées que par une banqueroute de l'Etat. Nous ferons tout pour provoquer cette « banqueroute de l'Etat ». Il est clair que la seule méthode d'annuler les réparations dans les conditions actuelles ne peut être que celle par laquelle le prolétariat conduit à la banqueroute non seulement les finances de l'Etat, mais aussi l'Etat bourgeois, son pouvoir d'Etat lui-même. Tel est le sens de notre mot d'ordre politique sur la question des réparations : « Annulation révolutionnaire des dettes par la dictature du prolétariat »

XIV.³⁰

TREIZIEME SEANCE

10 juillet (matin)

Deuxième intervention de KOLAROV (*Bulgarie*) [extrait] :

J'ai demandé une deuxième fois la parole pour répondre à quelques remarques critiques au sujet de mon discours. Tout d'abord, je veux répondre à Varga qui a qualifié d'opportuniste, bien plus, de social-fasciste, ma critique de sa théorie sur le relèvement du niveau de vie de la classe ouvrière dans la troisième période de la crise d'après-guerre du capitalisme. Je veux lui expliquer de quoi il s'agit. Varga a proposé, par écrit, dans le projet de thèses sur le premier point de l'ordre du jour, dans le passage où il est dit que la rationalisation capitaliste « pèse de tout son poids sur la classe ouvrière et abaisse son niveau de vie », de rayer les mots « abaisse son niveau de vie » et de dire à la place que la rationalisation capitaliste « diminue sa part dans son propre produit ». Telle était la question. Dans son premier discours, Varga a dit que le niveau de vie de la classe ouvrière, loin de baisser, s'élève et il a donné comme exemple l'Allemagne où les salaires, d'après les contrats collectifs, ont augmenté plus que l'indice de cherté de la vie ; l'Angleterre, où les salaires, il est vrai, ont baissé, mais où l'indice de cherté de la vie a baissé encore davantage. Ainsi, dans deux grands pays : l'Allemagne et l'Angleterre, nous avons d'après Varga, non pas une baisse du niveau de vie de la classe ouvrière, mais tout au contraire, un relèvement de ce niveau.

C'est cette proposition et ces explications de Varga que j'ai qualifiées de tentative de réviser un des points essentiels du programme communiste. Permettez-moi de vous rappeler que vers 1890 Bernstein et ses partisans, en Allemagne, ont mené l'assaut contre le point du *Capital* où il est question de l'« accumulation de la misère, de la souffrance, de l'esclavage, de l'ignorance, de l'abrutissement et de l'avilissement moral » Dans le *Capital*, tome I, page 611, il est dit :

« L'accumulation de la richesse à un pôle produit en même temps à l'autre, c'est-à-dire du côté de la classe qui a créé son propre produit sous forme de capital, — l'accumulation de la misère, de la souffrance, de l'esclavage, de l'abrutissement et de l'avilissement moral. »

Or, Bernstein attaqua justement ce point sur « l'accumulation de la misère », c'est-à-dire sur la baisse du niveau de vie de la classe ouvrière et des masses laborieuses, sur la baisse dans le sens matériel et dans le sens social. Camarades, quel est le sens de ce point du *Capital* de Marx ? Vous le verrez par Lénine. Dans le premier tome de ses *Œuvres complètes*, dans l'article sur le programme intitulé « Projet de programme de notre parti », Lénine écrivait ceci :

« Ainsi les paroles (de Marx) sur « l'accumulation de la misère, de l'oppression, de l'asservissement, de l'avilissement, de l'exploitation », doivent à notre avis absolument entrer dans le programme, — 1) parce qu'elles caractérisent d'une façon parfaitement juste les propriétés fondamentales et essentielles du capitalisme, elles caractérisent précisément le processus qui se déroule sous nos yeux et qui est une des principales conditions engendrant le mouvement ouvrier et le socialisme en Russie ; 2) parce que ces paroles constituent un matériel formidable pour l'agitation, du fait qu'elles synthétisent de façon frappante toute

³⁰ *La Correspondance Internationale*, n° 91, 22 septembre 1929, p. 1248-1249

une série de phénomènes qui oppriment mais en même temps indignent le plus les masses ouvrières (chômage, bas salaires, sous-alimentation, famine, discipline draconienne du capital, prostitution, accroissement du nombre des domestiques, etc. ; 3) parce que, par cette caractéristique exacte de l'influence néfaste du capitalisme et de la nécessité, de l'inéluctabilité du soulèvement des ouvriers, nous nous délimitons des gens hésitants qui, tout en « sympathisant » avec le prolétariat et en exigeant des « réformes » en sa faveur, cherchent à garder le « juste milieu » entre le prolétariat et la bourgeoisie, entre le gouvernement absolu et les révolutionnaires. »

Actuellement, dans la troisième période de la crise d'après-guerre du capitalisme, alors que dans notre résolution nous constatons l'énorme élan des masses, la grande radicalisation du prolétariat et des autres couches de la population, alors que nous constatons que de gigantesques combats de classe se déroulent déjà et que nous sommes à la veille de batailles plus gigantesques, plus acharnées encore ; en un tel moment, exiger de l'Internationale qu'elle supprime de sa résolution sur la situation politique le point où il est question du fait que la rationalisation capitaliste attaque les conditions d'existence de la classe ouvrière, « réduit son niveau de vie », — cela signifie ébranler radicalement notre point de vue sur la lutte de classes dans les prochaines batailles de classes. Cela signifie purement et simplement enlever toute base économique à l'orientation de tous les partis communistes dans les prochaines batailles.

Eh bien, camarades, c'est cette critique que partage la grande majorité des orateurs, presque tous les orateurs qui ont parlé à cette tribune sur cette question, c'est ma critique que le camarade Varga a qualifié « d'opportuniste » et de « social-fasciste ». Pourquoi est-elle « social-fasciste » et « opportuniste » ?

Varga a fait allusion à la partie de mon discours où il est question de la crise. Voyez-vous, je ne suis pas théoricien, je ne me considère pas comme un économiste et naturellement dans mon discours il a bien pu se glisser une expression qui ne soit pas tout à fait exacte. C'est possible. Je n'ai rien à objecter contre le conseil de Varga demandant que mes discours soient revus de près. Mais le point essentiel sur lequel j'ai attiré l'attention de l'Assemblée plénière et sur lequel j'insiste, c'est qu'à la base de la crise qui s'aggrave, à la base des batailles de classes vers lesquelles nous allons, il y a une baisse du niveau de vie de la classe ouvrière et non pas une amélioration de la situation des ouvriers.

Dans sa réplique, Varga m'a critiqué sur le passage où je parlais des méthodes semi-coloniales d'exploitation des pays balkaniques par le capital financier international. Il y a retrouvé mon péché « opportuniste ». Je vais vous citer des faits. Si dans un des Pays balkaniques, en Bulgarie par exemple, le capital financier a pu imposer des choses de ce genre : 1) La Banque d'Etat a été transformée en Banque privée par actions sous le contrôle des représentants du capital financier international ; une banque hypothécaire privilégié a été créée et se trouve entre les mains du capital étranger avec le privilège de concentrer tout le crédit hypothécaire et la garantie du gouvernement que le bénéfice du capital de cette banque ne sera jamais inférieur à 8% (en ce moment même où le bénéfice de la banque n'est que de un et demi %, l'Etat doit prélever sur le budget pour payer la différence jusqu'à 8%) ; si le capital financier est parvenu à prendre en mains le contrôle des chemins de fer de façon à supprimer les adjudications publiques et à donner à des conditions désavantageuses les fournitures de rails, wagons, locomotives à l'industrie française ; si le capital financier international a acquis dans le pays d'énormes concessions forestières, minières, agricoles, etc.

— qu'est-ce que tout cela signifie ? Ne s'agit-il pas là des méthodes normales du capital ? Je les ai appelées des méthodes semi-coloniales, en réalité ce sont des méthodes coloniales.

Pourquoi Varga a-t-il préféré ne pas en parler ? Parce qu'on pourrait en conclure, prétend-il, que les partis balkaniques ne doivent pas lutter contre leur propre bourgeoisie du point de vue de la guerre.

...

XV.³¹

SEIZIEME SEANCE

11 juillet (soir)

Discours de conclusion de KUUSINEN. [extrait] :

...

I. Pour l'exactitude marxiste dans l'utilisation des concepts économiques

Le niveau de vie des ouvriers et les statistiques de la bourgeoisie

Dans la discussion, une unanimité s'est manifestée sur le caractère général de la rationalisation capitaliste et par là également sur la nécessité de préciser certaines anciennes formules. D'après notre opinion unanime, la rationalisation capitaliste n'est une rationalisation que du point de vue de l'exploiteur capitaliste ; par contre, pour l'ouvrier elle signifie un pillage et un crime. A ce point de vue, nous sommes en divergence de vues avec le camarade Varga pour établir s'il y a baisse absolue ou seulement relative des conditions d'existence de la classe ouvrière, du fait de la rationalisation capitaliste. J'ai ici, dans mon rapport, opposé deux arguments essentiels au camarade Varga ; tout d'abord, celui qu'il a ignoré les chômeurs : deuxièmement, celui de n'avoir pas tenu compte du montant nécessaire dont il faut augmenter les salaires simplement pour compenser l'intensification accrue du travail. Malgré cela, les camarades Bela Kun et Khitarov ont déclaré dans la discussion que j'avais fait sur ce point une concession au camarade Varga. Il n'en a nullement été ainsi. Toute mon argumentation réfutait l'affirmation du camarade Varga qu'il y a seulement baisse relative et non pas baisse absolue du niveau de vie des ouvriers. Le camarade Bela Kun a saisi le premier argument que j'ai exposé et l'a employé à « corriger » mon exposé. Le camarade Khitarov à son tour a saisi le second de mes arguments et s'en est aidé pour me « corriger ». Il est difficile naturellement de suivre avec une attention soutenue un long exposé.

Varga n'a plus répété à la Session plénière sa proposition qu'il n'y a que baisse relative de la quote-part des ouvriers à l'ensemble de la production, mais il a essayé de maintenir son affirmation contre la thèse de la baisse du niveau de vie de la classe ouvrière par suite de la rationalisation capitaliste. Cependant, il n'a pu enlever leur force aux arguments que nous avons fournis. Il dut admettre qu'il n'a pas pris en considération le niveau de vie de toute la classe ouvrière et en particulier des chômeurs, qui pourtant rentrent dans la classe ouvrière. Deuxièmement, il a convenu qu'il n'a pas tenu compte dans la notion du « salaire réel », telle qu'il l'a employée, d'une compensation pour la plus grande intensité du travail qu'exige la rationalisation capitaliste. Or, il s'appuie sur le fait que le « salaire réel » conçu dans ce sens

³¹ *La Correspondance Internationale*, n°94, 27 septembre 1929, p.1285-1288

étroit se rencontre partout dans les statistiques bourgeoises, « dans des documents publiés par dizaines de milliers d'exemplaires ». Ainsi, plutôt que d'attaquer notre thèse par la qualité des arguments, le camarade Varga fait usage de la grande quantité. Il devrait pourtant savoir que précisément dans le domaine de la production idéologique il y a, dans le monde capitaliste, une standardisation, une « typisation », une « normalisation » à un degré particulièrement étendu de sorte que la grande quantité d'ouvrages et de journaux qui font des affirmations erronées ou émettent un point de vue faux possèdent bien peu de force persuasive. Même les données sur les salaires-argent manquent très souvent d'exactitude ou sont exagérées dans les statistiques bourgeoises ; le camarade Remmele a déjà attiré notre attention sur le fait que beaucoup d'ouvriers allemands sont loin de recevoir le « salaire sur la base du contrat » tel qu'il est donné dans la statistique. Mais la comparaison entre le salaire en espèces et le coût de la vie est encore plus boiteuse. L'objectif du camarade Varga que, même si dans les statistiques bourgeoises les chiffres absolus sont faussés (il l'admet), la dynamique du mouvement des salaires réels est bien rendue par cette statistique, n'est pas juste non plus. Ce sont précisément les principales composantes du « salaire réel », les composantes de l'index du coût de la vie des ouvriers qui sont choisies dans la statistique bourgeoise, de manière qu'elles embrassent un cercle trop étroit et que leur mouvement ne traduit pas le mouvement véritable du coût de la vie des ouvriers. Certains facteurs importants qui rentrent dans le niveau du coût de la vie de la classe ouvrière y sont presque entièrement ignorés.

Le camarade Varga estimait finalement que l'on pourrait exprimer la chose soit ainsi, soit autrement, suivant ce qui serait le meilleur pour l'agitation et la propagande. Non. Ici il s'agit tout d'abord de constater exactement les *faits*. L'opinion du camarade Varga que notre thèse « sème la confusion dans l'agitation et la propagande, à cause d'une phrase incorrecte » doit être catégoriquement réfutée. Si nous décrivons le niveau de vie des ouvriers exactement selon les principes marxistes, on n'a pas le droit de dire, comme le camarade Varga, que nous voulons engager une « querelle de mots » avec nos adversaires. Ce fut un mot risqué de la part du camarade Varga. Il ne s'agit nullement d'une simple querelle de mots, il s'agit d'une question importante, et j'affirme que c'est précisément si nous ne défendons pas les principes marxistes d'une manière générale dans la lutte contre la social-démocratie et si nous n'essayons pas de les faire comprendre aux ouvriers, — ce qui est parfaitement possible, — que nous sèmerons la confusion.

Quand les arbres empêchent de voir la forêt

Le camarade Varga a dit que, bien qu'il y ait dans mon rapport toutes sortes de choses intéressantes, il ne traite pas les plus importantes questions qui intéressent « une assemblée de communistes militants ». Voilà, à mon avis, une lourde accusation. Il y a, en effet, des politiciens qui omettent précisément les choses essentielles, qui ne peuvent voir la forêt à cause des arbres. Je ne voudrais pas être compté parmi ces politiciens-là. La critique du camarade Varga aurait eu une certaine justification du fait que j'ai posé, dans mon rapport, la question de la rationalisation capitaliste et du niveau de vie des ouvriers uniquement d'un point de vue théorique. Mais on ne peut prétendre que ces questions soient des questions académiques ; ce sont des questions qui actuellement intéressent au plus haut point chaque ouvrier dans l'usine, chaque chômeur et surtout chaque communiste actif. La preuve qu'il en est ainsi, nous l'avons vue à cette Assemblée plénière. Dans la discussion, le mérite du camarade Varga a été uniquement d'avoir eu, finalement, le courage de reconnaître qu'il est

possible qu'il soit trop isolé de la vie des masses ouvrières pour apercevoir la dure réalité que chaque ouvrier voit.

Le côté fort du camarade Varga, ce sont ses recherches sur la conjoncture, c'est sa description de divers phénomènes de détail dans la situation économique. Ce qu'il a dit, par exemple, de la crise agricole et de la crise actuelle des crédits peut faire l'objet d'une petite adjonction à la résolution. Son côté faible apparaît dans ses conclusions et ses généralisations. Dans la question des réparations, également, il tire, d'une série de données justes et concrètes, des conclusions entièrement fausses ainsi que l'ont déjà prouvé les camarades Molotov et Neumann. De plus, il a relié d'une façon toute mécanique la question de l'animation des luttes de masse des ouvriers à celle de l'aggravation de la conjoncture des affaires dans le monde capitaliste. Cette question n'est pas si simple. Nous le voyons par exemple aujourd'hui aux Etats-Unis où, malgré la conjoncture favorable, il se produit de grands mouvements de grèves qui ne peuvent s'expliquer exclusivement par les crises partielles survenues dans certaines branches de la production. Comment peut-on aussi attribuer les grands mouvements de masses observés en Allemagne, ces derniers temps à une mauvaise conjoncture ? Si l'on voulait transcrire, sous une forme très brève, les rapports des forces de travail avec les mouvements de la conjoncture, il serait peut-être plus juste de dire qu'un changement rapide dans la conjoncture crée le terrain le plus favorable à l'essor des luttes ouvrières.

Selon le camarade Varga, j'aurais affirmé que « la surestimation du progrès technique est une déviation de droite » ; à ce sujet, il a déclaré : « Je ne comprends pas cela ». Evidemment, il y a deux branches différentes de la science : la technologie et l'économisme. Dans mon rapport, je ne me suis occupé que de l'économisme et pas de la technologie. Beaucoup de conquêtes de la technique peuvent être du plus grand intérêt et nous n'avons rien à objecter si certains camarades s'en réjouissent dans le privé. Mais je n'ai pas parlé de cela dans mon rapport ; j'ai parlé d'une fausse tendance qui transperce dans deux manières suivantes : premièrement, dans le fait que toute découverte technique, quelle qu'elle soit, est aussitôt appréciée comme un progrès économique du capitalisme ; deuxièmement dans le fait que l'on néglige de voir les barrières économiques et les facteurs qui entravent l'utilisation des progrès techniques dans la production capitaliste, — barrières qui proviennent des rapports de propriété capitaliste et avant tout du développement monopoliste de la propriété capitaliste. Cette tendance est à mon avis non seulement une simple déviation de droite comme tant d'autres, elle conduit directement, comme je l'ai déjà dit, à la révision des principes du marxisme. Pourquoi ? Parce que, selon la doctrine de Marx, la raison économique de l'écroulement du capitalisme se trouve précisément dans l'aggravation de la contradiction entre le développement des forces de production (grâce au progrès technique de la production) et le développement monopoliste parallèle des rapports de propriété capitalistes. Celui qui, sur ce point, déclare : « Je ne comprends pas », affirme ni plus ni moins qu'il ne comprend pas l'inévitabilité économique de l'écroulement du capitalisme. Je ne veux pas prétendre que le camarade Varga ait voulu dire cela. Mais de toute façon je constate que si j'ai hésité à exposer dans mon rapport la vieille loi marxiste bien connue de l'écroulement du capitalisme, j'estime maintenant que ce ne fut pas si superflu de le faire. Car quiconque ne comprend pas cette loi marxiste ou l'oublie est obligé, — dans la mesure où il est encore un être qui réfléchit, en matière économique, et, qui plus est, un révolutionnaire, — de chercher un succédané, ou une loi de rechange. A mon avis, la loi que Varga a formulée dans sa brochure pour le VI^e

Congrès mondial, est un petit succédané de ce genre. Mais faisons tout d'abord quelques remarques en marge.

Le camarade Théodorovitch a fait, dans son intervention, un complément très juste aux thèses concernant la crise agraire actuelle en maturation. Il me semble que l'on devrait adopter ces remarques complémentaires. Mais, dans son argumentation, il a fait preuve d'une certaine étroitesse lorsqu'il a concentré toute son attention sur la « contradiction fondamentale centrale » du capitalisme, entendant par là l'antagonisme entre l'industrie qui continue à se développer et l'agriculture qui reste en arrière. Sans doute cette contradiction est un fait très important, mais lorsqu'on la pousse au premier plan pour en faire la « contradiction fondamentale centrale » du capitalisme, cette façon de poser la question éveille facilement l'impression que l'on ne reconnaît pas une importance déterminante aux autres contradictions du capitalisme et que l'on ne voit pas non plus le caractère des contradictions fondamentales (mais seulement celui des contradictions de second ordre). Or, vouloir, dans la période actuelle attribuer les contradictions déterminantes du monde capitaliste à ce seul antagonisme (entre le développement de l'industrie et celui de l'agriculture), serait naturellement faux. Celui qui voudrait pousser logiquement cette idée jusqu'au bout serait entraîné vers la théorie antimarxiste du dépérissement graduel du capitalisme, comme cela est même arrivé à la grande révolutionnaire Rosa Luxembourg. C'est également dans cette voie que « se développe » le point de vue de Boukharine que l'anarchie capitaliste est remplacée, sur le marché intérieur, par l'organisation capitaliste (alors que l'anarchie ne subsisterait que dans l'économie mondiale). Les camarades Neumann et Manouïlski ont fait ici une critique du dernier article de Boukharine. Je n'ai pas encore eu la possibilité d'étudier cet article, mais il me semble que la critique qu'on en a faite est en général juste. J'aimerais simplement recommander au camarade Neumann de formuler autrement un passage de son intervention où il a présenté comme étant mon point de vue l'idée que « le développement technique est entravé par la concurrence (?) capitaliste » et un autre passage où il a montré le « conflit entre l'augmentation de la capacité de production et la capacité insuffisante d'absorption des marchés » comme étant la « principale contradiction ». Naturellement, cette dernière contradiction est un fait. Mais tant que nous parlons de la contradiction fondamentale, il est préférable de nous en tenir le plus possible à la formule orthodoxe de Marx, de partir des sphères de distribution pour aboutir à l'antagonisme fondamental entre le développement des forces de production et celui des rapports de propriété capitaliste, au « monopole du capital » [Interruption de Neumann : « Qui s'exprime ainsi par la concurrence ».] Le monopole du capital est l'entrave fondamentale au mode de production capitaliste. C'est l'enveloppe capitaliste, incompatible avec la centralisation des moyens de production et la socialisation du travail. Il est vrai que la concurrence n'est pas détruite par le monopole, mais ce monopole constitue cependant une chaîne à la libre concurrence. Naturellement, les antagonismes du capitalisme trouvent leur expression sur les marchés. Mais le marché mondial lui-même n'est plus un marché entièrement libre. Le monde a été divisé et dans la lutte pour élargir son propre territoire économique, le monopole du capital d'un impérialisme se heurte à celui d'un autre impérialisme

« La tendance à la diminution du nombre des ouvriers »

J'ai mentionné la loi formulée par Varga. Le camarade Varga conteste lui-même qu'il ait formulé une loi. Il a écrit à propos de la « tendance à la diminution du nombre des ouvriers ». [Interruption de Varga : « à la diminution du nombre des ouvriers au service du capital

industriel »]. Varga a dit dans son intervention qu'il était un homme modeste et que même huit années ne lui suffisaient pas à déterminer une loi véritable, — il n'aurait fait qu'exposer des faits statistiques. Pourquoi être si modeste ? On lit cependant autre chose dans la brochure du camarade Varga ; il y est écrit :

« ...Un examen approfondi du récent développement montre que la cause du chômage chronique de masse ne réside pas en premier lieu dans ces courants (c'est-à-dire dans l'industrialisation des pays d'outre-mer, dans l'appauvrissement de l'Europe, dans la crise agraire, K.) mais est un résultat fatal de l'aggravation des contradictions intérieures du capitalisme. »

Ici déjà da remarque autre chose qu'une simple constatation de l'augmentation du chômage. Puis,-partant d'un examen théorique des rapports réciproques du profit et de la plus-value, le camarade Varga en déduit la conclusion générale suivant:

« L'intérêt de chaque entreprise capitaliste de s'assurer une plus grande part de l'ensemble du profit en réduisant ses frais individuels de production au moyen d'une diminution des frais de salaires est donc en contradiction avec l'intérêt de la classe à faire valoir le plus possible l'ensemble du capital. »

Le camarade Varga énumère ensuite « trois principales tendances du capitalisme » parmi lesquelles se trouvent deux lois marxistes : la tendance à augmenter la composition organique du capital et la tendance à diminuer le taux du profit et, en troisième lieu, « la tendance à diminuer le nombre des ouvriers ». Le camarade Varga s'en réfère alors à la loi générale de l'accumulation capitaliste et y adjoint la thèse que dans la période d'après-guerre il s'est produit « une diminution positive des forces de travail utilisées par le capital industriel », — et non seulement dans l'agriculture, — la tendance à un excédent du nombre des ouvriers s'est entièrement confirmée. Telle est la loi formulée par Varga.

Donc, l'enfant est né, si petit soit-il. Le thème de ce chapitre a été emprunté par Varga à l'Américain R. G. Tugwell qui déclare : « Nous avons acquis le point de vue certain que la tâche d'un employeur c'est de réduire le nombre des ouvriers »³². Voilà l'enfant, un enfant bourgeois que le camarade Varga n'a fait qu'emballoter dans les langes d'une phraséologie « marxiste ». Autant que je puis le voir, cette théorie américaine se compose de deux parties. L'une de ces parties, — pour s'exprimer dans les termes mêmes du camarade Varga, — c'est précisément « l'intérêt de chaque entrepreneur capitaliste de s'assurer une plus grande part à l'ensemble du profit en réduisant ses frais individuels de production au moyen d'une réduction du montant des salaires ». L'autre partie constitutive de cette théorie, je la vois dans cette exigence utopique de la classe capitaliste ou des plus hauts magnats du capital à se rendre entièrement indépendants du prolétariat de leur propre pays et à augmenter tout de même sans cesse le profit. C'est qu'elle est bien séduisante cette perspective : diminution constante du nombre des ouvriers, pas de danger de révolution et néanmoins entassement des profits en quantité toujours plus grande. C'est l'état idéal du capitalisme tel qu'il n'existe qu'à la Riviera et à Monaco où l'on ne voit plus guère d'ouvriers industriels, mais à leur place des laquais en nombre suffisant. Ce serait pour ainsi dire le stade papillon du capitalisme, comme pourrait l'appeler Kautsky. (Mais même à Monaco il y a eu récemment un soulèvement, même là on n'est pas absolument garanti contre les insurrections).

³² [Citation donnée en exergue du chapitre III du livre de Varga, *L'économie de la période de déclin du capitalisme après la stabilisation*, 1928. Kuusinen n'a pas eu besoin de longue recherches pour la trouver]

C'est une chose de constater une diminution du nombre des ouvriers dans certaines branches de la production, voire même dans un pays entier, mais c'en est une autre tout à fait différente de parler d'une tendance générale à réduire le nombre des ouvriers. Je n'ai point ici l'intention d'engager une polémique contre les déclarations du camarade Varga. Pourquoi ai-je mentionné et attaqué d'une façon générale cette théorie d'origine américaine ? Pour deux raisons. Premièrement, parce que l'on a déjà vu ici et là que de bons camarades, qui n'appartiennent pas à la droite, commencent à discuter entre eux pour ou contre la loi de Varga. Afin d'éviter que cette confusion ne nuise, il me semble nécessaire de mettre fin à cette théorie.

Secondement, il est nécessaire de tirer de ces discussions académiques un enseignement important d'ordre général.

Un sérieux engagement

Camarades, le sérieux engagement que nous devons tirer de cet échange de vues théorique, c'est la mise en garde : soyez prudents en vous documentant chez les économistes bourgeois. Peut-on reconnaître dans l'économie bourgeoise une science véritable ? Non, car elle reste en premier lieu une *apologie* du capitalisme et nous ne devons jamais l'oublier. Sans aucune exception, les économistes bourgeois ne sont des hommes de science qu'en second lieu ; avant tout, ce sont des apologistes du capitalisme, parmi eux, les statisticiens ne sont pas les pires. Chez les principaux statisticiens, on peut encore trouver des gens qui cherchent, par une application plus critique des méthodes statistiques, à sauver leur profession de la situation d'une prostituée dont abuse le monde entier. Parmi les économistes bourgeois, les théoriciens sont les pires. Du point de vue de la science, ils sont tous des chiens.

Naturellement, nous devons utiliser les statistiques bourgeoises. Marx et Lénine les ont également utilisées pour leurs ouvrages. Nous pouvons le faire, mais avec toute la prudence nécessaire; chaque fois, il faut examiner de près ce que démontrent réellement les chiffres statistiques et ce qu'ils ne démontrent pas. Il faut veiller très soigneusement à ne pas se laisser séduire par les conclusions et les généralisations des économistes bourgeois. Et surtout ceux qui, de par leur profession, comme le camarade Varga, sont obligés d'avoir à faire avec les cercles d'économistes bourgeois, doivent savoir qu'ils courent toujours le risque de se laisser entacher par la souillure idéologique, et d'attraper de la vermine. Seule une capacité supérieure de critique marxiste, telle que la possédait Lénine, peut être une garantie absolue contre toute souillure de l'économie bourgeoise. Le camarade Minev a bien souligné quelle pression idéologique énorme s'exerce en Amérique sur les communistes à travers la presse et la littérature bourgeoises ; cela uniquement peut nous expliquer le contenu grossièrement opportuniste des thèses des chefs de la minorité au dernier congrès du parti américain. Personne d'entre nous n'a la garantie absolue de ne pas se laisser contaminer par la vermine de l'économie bourgeoise à moins qu'il n'observe l'hygiène marxiste la plus rigoureuse. Le camarade Varga est un investigateur scrupuleux, il est scrupuleux dans tous les faits, mais sa méthode n'est pas toujours irréprochable, ses conclusions ne sont pas toujours pures. Donc, répétons une fois de plus que dans les rapports avec la société malpropre des économistes bourgeois l'hygiène scientifique marxiste la plus sévère est de rigueur. Il s'agit surtout de garder sa tête propre.

...